

新朋友

ਨਵੇਂ ਮਿੱਤਰ

NEOI ΦΙΛΟΙ

Nuevos amigos

Nuovi amici

*NEW FRIENDS

חברים חדשים

Novos amigos

新しい友達

*NEUE FREUNDE

Нові друзі

नए मित्र

Langue

ET SOCIÉTÉ

NUMÉRO 39, ÉTÉ 1992

CE SONT
NOS AMIS
DEVENUS

LES IMMIGRANTS AU CANADA

« J'AI TOUJOURS VOULU FAIRE
LE TOUR DU MONDE. VOILÀ POURQUOI
JE SUIS ENCORE ICI APRÈS 21 ANS! »



Sylvie Morel est directeur des Expositions et Programmes au Musée canadien des civilisations. Et il incombe à toute son équipe de vous faire découvrir les diverses cultures du Canada et du monde, que ce soit par le biais des expositions, des conférences, des spectacles ou des programmes éducatifs hauts en couleur du Musée des enfants.

Joignez-vous donc à Sylvie et à son équipe pour entreprendre un merveilleux voyage autour du monde.



MUSÉE CANADIEN CANADIAN MUSEUM
DES CIVILISATIONS OF CIVILIZATION
100, rue Laurier, Hull (Québec) J8X 4H2 (819) 776-7000

Le courrier

Merci mille fois de nous avoir fait parvenir le numéro 37 de *Langue et Société*. À première vue, votre publication ne semblait pas se rapporter aux activités d'une chambre de commerce en milieu unilingue, mais elle a vivement intéressé plusieurs de nos membres et employés.

Nous aimerions en recevoir les prochains numéros et toute autre publication susceptible d'intéresser le monde des affaires.

Vanessa Hammond
Directrice

Greater Kamloops Chamber of Commerce
Kamloops, Colombie-Britannique

Comme il est agréable de lire sur notre pays des reportages aussi positifs et stimulants à une époque où, partout ailleurs, on semble s'efforcer de le détruire.

Tim Kerfoot
Toronto

Comment [avez-vous] pu transformer un magazine d'aussi bonne tenue en un tabloïd ? [...] J'attends impatiemment la prochaine parution de *Langue et Société* en format magazine.

Douglas Simovic
Montréal

Un mot pour vous féliciter du nouveau format de *Langue et Société*.

Plus attrayant, il se gagnera sans doute un auditoire plus grand que son prédécesseur, lui-même une réussite.

Royce Frith
Sénateur
Ottawa

Le courrier (suite page 10)

Langue ET SOCIÉTÉ

La revue est publiée par le
Commissaire aux langues officielles,
M. Victor C. Goldbloom.

Les opinions exprimées par les
collaborateurs de l'extérieur ne reflètent
pas nécessairement celles du Commissaire
et n'engagent que leurs auteurs.

Rédaction

Rédacteur en chef
Pierre Simard

Rédacteur en chef adjoint
John Newlove

Rédaction et révision
Lyne Ducharme

Adjointe à la rédaction
Pauline Bérubé

Traduction
Les Productions Brabant enr.

Directrice artistique
Rachel Dennis

Montage
Thérèse Boyer, Danielle Claude

Imprimerie
Dolco Printing

Administration

Directrice des communications
Nicole Henderson

Promotion et marketing
Jan Carbon

Abonnements
Hélène Léon

Langue et Société est une réalisation
de la Direction des communications.

La reproduction totale ou partielle
des textes peut être autorisée sur demande.
Prière de s'adresser à *Langue et Société*,
Commissariat aux langues officielles,
Ottawa, Canada K1A 0T8.

Tél. : 995-7717. Télécopieur : (613) 993-5082.
Abonnements : (613) 995-0730

Remarque : Dans cette publication,
les termes de genre masculin utilisés pour
désigner des personnes englobent à la fois
les femmes et les hommes.

© Ministère des Approvisionnements et
Services Canada 1992. Imprimé au Canada.
ISSN 0709-7751.

Les nouveaux Canadiens et la DÉMOGRAPHIE

TOM SLOAN*

« Au Canada, par comparaison à la plupart des autres pays, l'immigration a contribué d'une manière unique à la croissance démographique. »

Cette conclusion tirée d'une étude commandée en 1988 par le gouvernement fédéral souligne l'apport déterminant de l'immigration dans le développement du Canada moderne. Sans les millions d'immigrants venus d'un peu partout au monde, notre pays serait sensiblement différent et beaucoup moins peuplé. En fait, selon les prévisions des chercheurs de Santé et Bien-être social Canada (*Esquisse du Canada de demain : Rapport de l'Étude démographique, 1989*) « sans apport migratoire et au niveau de fécondité actuel sous le seuil de renouvellement, la population

canadienne disparaîtrait éventuellement dans un lointain avenir. À court terme toutefois, la population continuerait de s'accroître parce qu'une forte proportion de Canadiennes sont actuellement en âge de procréer. La population atteindrait un maximum de 28 millions d'habitants en 2011, pour ensuite décroître de façon régulière. »

Même si le niveau de l'immigration est relativement élevé selon ce même document, tout porte à croire qu'il y aura éventuellement une régression de la population. « Même si les taux de fécondité actuels au Canada sont sous le seuil de renouvellement des générations, la population devrait néanmoins augmenter

jusqu'en 2026, car une part importante de la population est actuellement en âge de procréer. Cette croissance serait cependant suivie à ce moment d'une longue et lente régression qui ramènerait la population canadienne à 25 millions d'habitants en 2086, niveau enregistré lors du recensement de 1986; la population se stabiliserait éventuellement à près de 18 millions, ce qui correspond approximativement à la taille de la population à la fin des années 50. »

L'immigration a contribué à définir l'identité de presque toutes les nations du globe. Et le Canada constitue peut-être



Photo : Archives nationales du Canada

* Tom Sloan est journaliste-pigiste.

RAPPORT ENTRE LA POPULATION RÉELLE ET LA POPULATION ATTENDUE*

	Née au Canada	...1946	1946-1955	1956-1965	1966-1975	1976-1985
Région non métropolitaine	110	93	62	42	34	33
Région métropolitaine de l'Est	114	18	16	21	23	27
Région métropolitaine de l'Ouest	96	131	135	115	109	117
Montréal	100	60	82	124	101	118
Toronto	76	118	193	242	276	249
Vancouver	84	170	145	264	205	211

* La population attendue correspond à ce que serait la population d'une région donnée si les différents groupes d'immigrants ne se distinguaient pas par le choix de leur résidence. Ainsi comme 3 p. 100 de la population canadienne vivait en Nouvelle-Écosse en 1986, on aurait pu s'attendre à ce que 3 p. 100 de chacun des groupes d'immigrants s'établissent dans cette province. Pour chaque groupe, le graphique présente le rapport entre la population dénombrée lors du recensement de 1986 et la population attendue.

Source : Secrétariat de l'Étude démographique, Santé et Bien-être social Canada, 1989.

TROIS PORTRAITS d'une intégration réussie

BRIGITTE MORISSETTE*

« L'exil est néfaste, affirme Naïm Kattan. Car le grand drame de l'émigré, c'est de croire qu'il n'est de nulle part. Il faut s'intégrer, et même ne pas craindre de contribuer aux changements que l'on croit nécessaire d'opérer autour de soi. »

Beaucoup de Canadiens pourraient reprendre à leur compte cette réflexion de l'écrivain montréalais. Nous avons choisi de faire parler trois d'entre eux. Ces courts portraits constituent autant de versions différentes d'une intégration réussie à la vie canadienne. En adoptant une nouvelle patrie, Moy Tam, Hildi Konok et Naïm Kattan ont épousé une deuxième, troisième, parfois même une quatrième culture; ils prennent une part active à la vie canadienne. Voici quelques ingrédients de leur réussite et, au passage, quelques leçons de vie !

* Brigitte Morissette est journaliste-pigiste.

l'exemple le plus éloquent de ce phénomène étant donné sa population relativement faible et les vagues successives d'immigrants de partout qui y ont déferlé dans une courte période de temps. Le résultat de ce mélange est sans doute plus complexe que partout ailleurs au

monde. Aux peuples autochtones se sont en effet ajoutés les Français, les Britanniques, les Irlandais, les Européens du Nord et de l'Est et, plus récemment, des représentants du Moyen-Orient, de l'Asie, de l'Afrique, des Caraïbes et de l'Amérique latine. Le Canada d'aujourd'hui est fait de ce bouillon de cultures.

Sur plusieurs points essentiels, en particulier sur le plan politique, le Canada actuel est le produit historique de nos trois origines : autochtone, française et britannique. Ce sont surtout ces deux dernières qui ont contribué à définir les contours de la Confédération. C'est donc la raison qui explique que nous ayons deux langues principales, et que nous souhaitons vivre dans un pays où francophones et anglophones peuvent se sentir chez-eux. Bien avant que cette vision du pays devienne officielle, il y a trente ans,

1 MOY TAM : mélanger valeurs orientales et occidentales

Chinoise d'origine, mais n'ayant jamais vécu au pays de Mao, pour cause d'exil familial, Moy Tam dégage pourtant un parfait mélange des valeurs orientales et occidentales. Cette jeune femme arrivée au Canada au milieu des années 1970 pour y compléter le "high school" en Colombie-Britannique semble avoir épousé la générosité comme vocation. Son emploi du temps se partage entre son poste de directrice de l'Organisation des services aux immigrants de la municipalité d'Ottawa-Carleton (avec une attention toute particulière aux personnes âgées), trois nièces orphelines et un mari fonctionnaire rencontré à Toronto.

Elle a grandi à Brunei, près de la forêt tropicale, dans une famille de commerçants, vécu son adolescence en Malaisie pour découvrir le Canada à dix-neuf ans et choisir d'en faire sa véritable et unique patrie. Et le mari, chinois lui aussi ? Une rencontre dont le hasard paraît seul responsable. Bien qu'il soit permis de penser que des origines

la situation s'était déjà sensiblement compliquée il y a un siècle avec l'arrivée massive d'immigrants européens dans les provinces de la Prairie et, par la suite, l'afflux constant de nouveaux arrivants qui adoptèrent le Canada comme lieu de résidence.

Les concentrations d'immigrants

L'établissement de tant de nouveaux Canadiens a eu des répercussions considérables, d'autant plus qu'ils tendent depuis quelques décennies à se concentrer principalement dans les grands



Photo : Archives nationales du Canada



Photo : Archives nationales du Canada



communes dans un contexte étranger puissent créer entre deux êtres une irrésistible affinité.

Sa famille mise à part, Moy Tam a deux passions : l'environnement, discipline dans laquelle elle a obtenu un baccalauréat à l'université York de Toronto, et la gérontologie, un autre domaine qui l'a conduite à la maîtrise. À Toronto déjà, elle crée un groupe de travail, puis fonde un réseau pour secourir les vieillards victimes d'abus. « Je viens d'une culture où

l'on apprend très jeune à venir en aide aux personnes âgées », dit-elle, étonnée de rencontrer à Ottawa, sa nouvelle ville d'adoption, des vieillards maltraités et abandonnés. Le respect de l'autorité est aussi une valeur orientale qu'elle cultive. Tout comme la bonne habitude de quitter ses chaussures à la porte !

Mais pour le reste, elle a épousé les valeurs politiques et sociales canadiennes. « J'ai déjà vécu dix-sept ans ici. C'est plus que le temps passé dans mes deux précédents pays d'adoption. Je m'identifie totalement au Canada. Mon mari aussi; né à Hong-kong, lui non plus n'a jamais visité la Chine de Mao. Nous n'avons pas de nostalgie du passé ».

Moy Tam est venue au Canada parce qu'elle rêvait d'une solide éducation supérieure. Le pays lui a plu. Elle est restée. « Finalement, dit-elle, je me sens plus canadienne que toute autre chose. Le seul système politique et social que je connaisse vraiment, c'est le système canadien ».

Et sans doute le plus important de tout : « Ici, j'ai une voix ». Elle s'arrête, rêveuse : « Les Canadiens de souche tiennent leur pays pour acquis. Nous, les immigrants, nous faisons un choix conscient. Cela ne s'oublie pas. D'autant moins que toutes les choses qui, aujourd'hui, comptent pour moi me sont arrivées ici ! »

Mais parfois aussi, elle s'insurge lorsqu'on fait la promotion de la similitude entre les gens. Elle lance, comme un véritable cri du cœur : « Vive la différence ! »

Moy Tam, qui commence à se familiariser avec le français sans pouvoir toutefois s'exprimer dans cette langue, croit que « le problème du Canada réside dans le fait qu'il doit protéger sa double culture s'il veut continuer à se distinguer des États-Unis ».

Sa religion : l'ouverture. Mais aussi une certaine justice historique. Car lorsqu'on est chinoise, et même si on n'a jamais vécu en Chine, on peut s'intéresser à l'histoire de son peuple. Moy Tam aimerait bien que ses concitoyens canadiens reconnaissent aussi la participation des Chinois au développement du Canada et rendent hommage à leur courage et à leur esprit de sacrifice durant la construction du chemin de fer transcontinental effectuée entre 1881 et 1885.

Mais ce qui préoccupe surtout cette belle Chinoise souriante, devenue si parfaitement nord-américaine et canadienne, c'est la désintégration de certaines valeurs comme le civisme. « Nous avons, soupire-t-elle, de plus en plus tendance au cynisme, plutôt qu'au civisme ! » C'est là, selon Moy Tam, la source la plus sûre de désintégration d'un pays.

centres (mais non exclusivement) notamment à Toronto, à Vancouver et à Montréal. Selon les statistiques publiées dans le document *Esquisse du Canada de demain*, environ les deux tiers des nouveaux immigrants se sont établis dans ces trois régions, une tendance qui s'est accentuée depuis que la loi sur l'immigration a été modifiée en 1967 pour faciliter l'entrée au Canada de représentants des pays du Tiers-Monde. Depuis lors, quelque 2,5 millions d'immigrants, dont une proportion de plus en plus grande de représentants des minorités visibles, se sont établis au pays. Montréal et Toronto comptent aujourd'hui 80 p. 100 des Noirs venus d'Afrique et des Caraïbes, tandis que Toronto accueille avec Vancouver les deux tiers des immigrants de l'Asie du Sud-Est. Dans ces deux agglomérations urbaines, 17 p. 100 de la population est désormais composée

de représentants des minorités visibles.

Le phénomène de concentration dans les grands centres urbains n'étonne pas les experts en démographie. « Nous avons appris avec le temps que les immigrants s'établissent généralement là où vivent les Canadiens eux-mêmes », observe Louis Rouillard, directeur en recherche au Secrétariat de l'étude démographique à Santé et Bien-être social Canada. Ils choisiront aussi un endroit où vivent déjà d'autres concentrations d'immigrants de façon à pouvoir s'adapter plus rapidement.

Une chose n'a pourtant pas changé au fil des ans. Pour la plus grande partie du XX^e siècle, la proportion de Canadiens nés à l'étranger est restée stable à quelque 15 p. 100. La principale différence aujourd'hui réside dans la composition radicalement différente de l'immigration qui, depuis vingt-cinq ans, a fait une



Photo : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

large place aux minorités plus visibles. Plus que jamais, la diversité règne partout dans notre société.

Les langues au Canada

Si l'ampleur du phénomène de l'immigration est bien connue, ses conséquences restent à déterminer sur au moins une question fondamentale : le rapport entre les deux langues officielles du pays et ceux qui les parlent. Essentiellement, ses

2 HILDI KONOK :

quatre âmes

Hildi Konok pense, comme Voltaire, qu'acquérir une langue, c'est se forger une nouvelle âme. On peut penser alors qu'elle possède quatre âmes, ce qui permet d'imaginer le feu qui anime cette Canadienne d'origine austro-hongroise ! À huit ans, lorsqu'elle quitte Vienne et les cruels lendemains de guerre, cette petite réfugiée, hongroise par son père, autrichienne par sa mère, parle déjà couramment le hongrois et l'allemand. Elle apprendra vite l'anglais à Sudbury, puis le français à Montréal où elle rencontre un jeune médecin hongrois qui deviendra son mari. C'est là également qu'elle enseigne l'anglais et l'histoire. Elle s'établit avec lui pendant quelques années à Québec, puis à Sherbrooke et vit maintenant à Halifax. Lui est devenu un éminent chirurgien et elle, une passionnée de linguistique. Diplômée de l'université Bishop's, elle est étudiante au doctorat et milite pour le bilinguisme.

« L'anglais, c'est ma langue principale, explique-t-elle, celle que je maîtrise le mieux. Mais parler français, c'est très épanouissant; c'est dans cette langue que j'exprime le mieux mes sentiments ». Complexe ? Moins qu'il ne paraît. Montréal et la vie en français sont très proches de ses racines, de sa sensibilité européenne encore



vive. La fille de M^{me} Konok étudie à son tour à l'université Bishop's et vit dans une famille francophone à Sherbrooke, au Québec.

Hildi Konok croit si fort au biculturalisme comme base de l'identité canadienne qu'elle s'est découvert une vocation : militer pour l'organisme Canadian Parents for French dont elle est la directrice pour la Nouvelle-Écosse. « Parler plusieurs langues, affirme-t-elle en connaissance de cause pour avoir beaucoup voyagé, et même vécu en Afrique, vous procure des avantages énormes. » Principalement en affaires, surtout lorsqu'on veut pénétrer de nouveaux marchés d'exportation. Elle dit cependant avec conviction : « Je ne crois pas au melting pot. Il est à mon avis très naïf de croire qu'en regardant la statue de la Liberté, on devienne automa-

tiquement américain ! Au contraire, plus on m'encourage à être ce que je suis, et à être ce que je me sens capable d'être, plus je peux contribuer à la culture canadienne ».

« Encourager les Canadiens à l'unilinguisme, soutient Hildi Konok, c'est inconsciemment nous isoler. Comme si l'esprit était un ordinateur limité à quelques banques de données ! L'apprentissage d'une deuxième langue, au Canada, est fondamental pour ouvrir la porte à une plus grande tolérance et à une meilleure compréhension du monde. La résistance au bilinguisme trouve sa source dans la peur et l'ignorance ».

Hildi Konok se rappelle encore que dans les années 50, il n'était pas chic d'être immigrant. En apprenant l'histoire du Canada, elle s'est découvert un héros : Louis Riel, le rebelle métis francophone dont le gouvernement fédéral vient de reconnaître l'importante contribution dans la création de la province du Manitoba.

« Connaître plusieurs langues, lance-t-elle, c'est le meilleur obstacle à bien des antagonismes culturels, et même au racisme. Comment pouvez-vous haïr quelqu'un si vous parlez sa langue et connaissez sa culture ? »

Voilà pour le moins un beau sujet de thèse ! Hildi Konok a acquis la conviction, en œuvrant au sein de l'association Canadian Parents for French, que les politiques de bilinguisme ont permis au Canada de prendre une longueur d'avance sur les États-Unis dans le processus de restructuration culturelle et industrielle qui secoue la scène internationale.



Réjean Lachapelle

conséquences semblent très simples. Selon M. Rouillard, elles ont en effet démontré que l'immigration, même massive, ne modifie en rien les tendances à l'œuvre dans une société, quand elle ne contribue pas à les renforcer.

En ce qui concerne les groupes de langue officielle, une récente étude gouvernementale révèle un double mouvement vers la concentration territoriale et la polarisation. Selon une étude du démographe Réjean Lachapelle réalisée en 1989, on assiste depuis un demi-siècle, suivant une courbe virtuellement symétrique, à une lente et constante érosion des communautés minoritaires de langue officielle, les francophones dans les provinces majoritairement anglo-

phones et les anglophones au Québec, en particulier là où elles sont en plus petit nombre. Bien que l'immigration ne semble pas y avoir modifié cette tendance, M. Lachapelle note qu'au Québec, un allophone sur trois choisissait jusqu'à tout récemment de se joindre à la communauté anglophone; une tendance qui s'est toutefois renversée ces dernières années, en partie sous l'effet de la législation linguistique au Québec. Ce renversement est le fruit de deux autres phénomènes : une augmentation de la proportion d'allophones qui choisissent le français comme première langue officielle et une migration à l'extérieur du Québec pour ceux qui préfèrent choisir l'anglais. En faisant le choix, ce groupe a

3 NAÏM KATTAN :

le plaisir de vibrer
au choc des cultures

Hiver 1954. Lorsqu'il met les pieds dans la neige de Montréal, après une escale de quelques années à Paris, Naïm Kattan, Irakien juif d'origine, peut se mettre au diapason des trois cultures qu'il découvre dans la métropole canadienne : celle des francophones, des anglophones et de la communauté juive. Ex-boursier du gouvernement français à Paris, ex-correspondant d'un journal arabe de Bagdad, Naïm Kattan comprend mal que cette importante communauté juive ne s'intéresse pas à la culture de la majorité francophone. Il fonde *Le Bulletin du Cercle juif de Montréal* et noue ses premiers liens d'amitié avec des intellectuels montréalais : parmi eux, René Lévesque, célèbre journaliste et globe-trotter, qui l'interviewe, Judith Jasmin, alors animatrice de l'émission de Radio-Canada « Carrefour », André Laurendeau et Jean-Marc Léger, éditorialistes au quotidien *Le Devoir*.

Rapidement, Naïm Kattan s'affaire à tendre des ponts entre les deux communautés de langue officielle. Il sera même rédacteur à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. « Aujourd'hui, les deux solitudes se connaissent, conclut l'écrivain. Mais la connaissance n'est pas une garantie d'amour ou de convergence. C'est cependant la condition de toute amitié ».

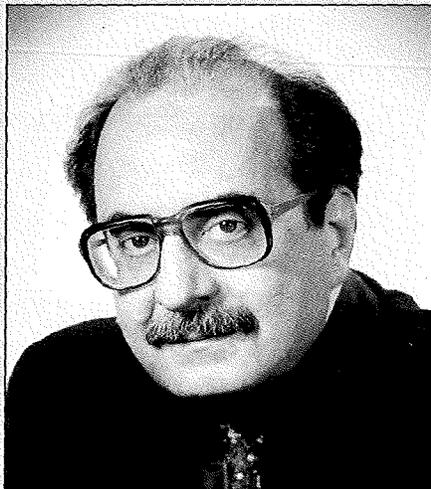


Photo : John Evans Photography Ltd.

Transformer la connaissance en amitié, c'est le rôle de la culture. Naïm Kattan va s'y employer jusqu'à occuper durant vingt-deux ans l'un des postes les plus élevés — chef du service des lettres et de l'édition, puis directeur associé — au Conseil des Arts du Canada. Le voilà maintenant, pour deux ans, professeur de littérature et écrivain en résidence à l'Université du Québec à Montréal.

Son adaptation à sa nouvelle patrie s'est effectuée en même temps que le Québec s'ouvrait au monde. Sa vocation au Canada était toute tracée. Il avoue cependant, non sans une certaine nostalgie : « À cause de cette adaptation nécessaire à une nouvelle langue, ma carrière d'écrivain a été retardée de vingt ans ». Il s'est bien repris depuis, en français, bien qu'à Bagdad, déjà, ce poly-

glotte parlait l'anglais. Il affirme éprouver aujourd'hui un engagement profond, total, à l'égard de la langue française.

Naïm Kattan a réussi à écrire plus d'une quinzaine d'essais et de romans dans la langue de Racine. Le dernier, *Farida*, est paru aux éditions Hurtubise HMH en 1991. Il prépare un ouvrage sur les rapports culturels dans le monde et au Canada; un sujet, la culture, à propos duquel il est intarissable. Sa passion pour l'histoire de la Nouvelle-France l'a conduit, par ailleurs, à raconter un volet épique peu connu de l'histoire canadienne : celui d'une jeune juive partie de Bordeaux et arrivée en Nouvelle-France, avant 1763, grâce à son déguisement de matelot. Ses héros, cependant, demeurent littéraires : Châteaubriand, Proust, Malraux et son classique favori, Racine.

Deux attitudes, selon lui, s'offrent à l'immigrant qui s'installe dans un nouveau pays : conserver ses distances, vivre en marge, prendre le parti de l'exilé ou s'intégrer rapidement en songeant qu'il n'y a pas de retour possible.

De ses origines proche-orientales, il a gardé un trait qui fait les délices de ses amis : une irrésistible éloquence pour parler du choc salutaire des cultures. Il a fait de Montréal sa plaque tournante. Car pour bien mesurer le rayonnement du français, il faut, selon lui, remonter aux racines qui se trouvent outre-Atlantique et embrasser l'ensemble de notre continent. On comprend qu'il ait réussi par quelques coups du hasard et la force de son talent à se créer en terre d'Amérique un si vaste réseau de communications. ■

renforcé le mouvement vers la territorialité et la polarisation.

Le corrolaire de cette migration interprovinciale a été la baisse constante de la population relative du Québec par rapport au reste du Canada, l'une des causes de ce phénomène étant que 8 p. 100 des Québécois sont nés à l'étranger contre 15 p. 100 au pays. Par conséquent, bien que la majorité francophone du Québec ait augmenté pour totaliser 82 p. 100 de la population, celle-ci ne représente plus que 26 p. 100 de l'ensemble canadien, contre 29 p. 100 auparavant.

Dans tout le Canada, la proportion d'habitants ayant le français pour langue maternelle a également chuté de 29 à

25,1 p. 100 entre 1951 et 1986.

Paradoxalement, on note dans le même temps une hausse de 2 p. 100 des Canadiens qui affirment parler le français, ce qui s'explique par une hausse de 6 à 9 p. 100 des anglophones parlant cette langue. Un facteur qui explique cette tendance est de toute évidence la nette amélioration des compétences linguistiques des Anglo-Québécois. Ailleurs au Canada, les démographes voient deux raisons à cette évolu-

tion : la popularité des programmes scolaires d'immersion française dans chaque région du pays et, ce qui en découle, le meilleur statut généralement accordé au français, résultat au moins partiel des

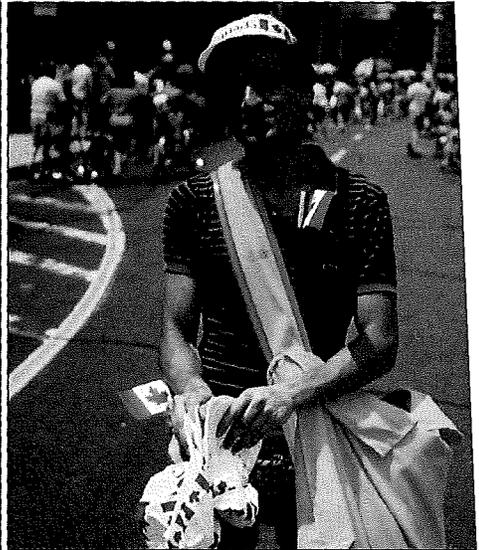
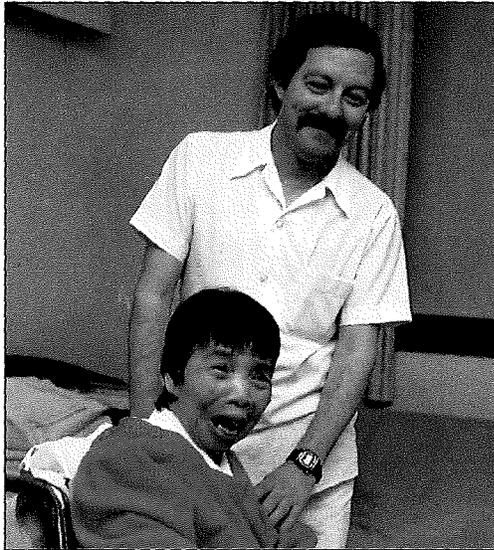
politiques et des programmes fédéraux en matière de langues officielles.

Les conséquences de cette évolution parfois contradictoire sur le bilinguisme en général et les communautés minoritaires de langue officielle en particulier restent à déterminer. Mais



Photo : Gouvernement du Canada

Photos : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada



en dépit de toutes les tendances vers une territorialité et une polarisation accrues, il y a des communautés d'expression française et anglaise dans toutes les régions du pays. Et elles entendent survivre. Il existe aussi certaines « régions de contact » souvent assez vastes au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Ontario, où des concentrations significatives de population des deux groupes linguistiques cohabitent dans une relative

harmonie. Et plusieurs programmes fédéraux voués à la survie de ces minorités sont toujours en vigueur. Mais on observe d'autre part un courant d'opinion selon lequel le bilinguisme et les efforts visant à soutenir le développement des groupes minoritaires de langue officielle ont fait leur temps.

Le débat se poursuit tandis qu'évoluent les tendances démographiques. Et si le jeu des projections ne laisse rien augurer

de bon, les aspirations et la détermination du peuple doivent être prises en compte, de même que la volonté de l'ensemble des Canadiens.

Une seule chose est certaine. C'est la société dans son ensemble, y compris les immigrants nouvellement arrivés, qui décidera de son avenir et, par le fait même, de l'avenir du pays. ■

(Traduit de l'anglais)

le **COURRIER**

suite de la page 2

Langue et Société s'était acquis à mon sens une grande crédibilité, à la fois par le sérieux de ses reportages instructifs et la diversité des sujets abordés, susceptibles d'intéresser un auditoire varié. Son format se prêtait en outre très bien à la reproduction et à la conservation.

Le nouveau format ne possède aucune de ces qualités. De plus, la publication est à *mon avis* assez puérile. [...] Sans doute cherchez-vous à rejoindre un nouvel auditoire. [...] Je sais cependant qu'elle ne me sera plus d'aucune utilité.

John Trent
Département de sciences politiques
Université d'Ottawa

Alors même que le fait de posséder une deuxième et une troisième langues prend une importance accrue dans le domaine des

affaires, de l'éducation et de la recherche universitaire, sans parler de la vie courante, je crois indispensable pour les Canadiens d'envisager en tout temps la question linguistique dans une perspective universelle plutôt que strictement nationale. C'est à cette condition que nous pourrions survivre en tant que pays et progresser en tant qu'individus.

Karynn Oxley
North Vancouver

Félicitations pour cette nouvelle présentation (bulletin n° 38).

Diane Bradley
Ontario Northland
Coordonnatrice des services en français
North Bay (Ontario)

Nous venons de recevoir le numéro 38 de la revue *Langue et Société*. C'est avec beaucoup de déception que nous constatons le changement de format.

Les changements de format de revues sont toujours un peu problématiques dans une bibliothèque. Cependant le changement mi-figue

mi-raisin que vous voulez apporter à votre revue est remarquablement désagréable et causera sans doute des maux de tête dans nombre de bibliothèques, archives, centres de documentation... surtout quand viendra le temps de faire la reliure de ces revues.

Daniel Vézina
pour le personnel et les usagers
Bibliothèque
Cégep de Limoilou
Québec (Qc)

Rafraîchissant ce nouveau bulletin publié dans un format tabloïd. Ses textes sont de nature à intéresser un plus grand échantillonnage de la population. Il vaudrait certainement la peine de songer à augmenter le tirage du bulletin et de le distribuer à plus grande échelle... comme dans les journaux de l'APF et du Quebec Community Newspapers Association, par exemple.

Wilfred Roussel
Directeur général
Association de la presse francophone (APF)
Ottawa (Ontario)

IMMIGRATION

et identité nationale

JAIME LLAMBIAS-WOLFF*



Photo : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

À l'égal de tout phénomène social, la dynamique de l'émigration et de l'immigration est de caractère universel et historique. Avant d'entamer notre analyse du phénomène de l'immigration au Canada et particulièrement au Québec, il importe d'apporter quelques précisions. D'abord, signalons que les mouvements migratoires sont des phénomènes normaux dans l'histoire de l'humanité, qui en plus viennent enrichir la société d'accueil. Ensuite, le Canada fait face à un défi démographique de taille, dû à son très faible taux de natalité qui met en péril sa croissance économique. Enfin, la population mondiale atteindra les 10 milliards vers l'an 2050 et nous devons nous interroger sur le fait que nous vivons dans un des pays les moins peuplés au monde. Plus grave encore, nous estimons que c'est dans le

Tiers-Monde que vivent 85 p. 100 des êtres humains de la Terre, qui pourtant ne récolte que 20 p. 100 du revenu mondial.

Ogres énergétiques, nous consommons presque 450 fois plus d'énergie qu'un Africain; on ne connaît pas encore le plein sens de ce qu'est une véritable agglomération urbaine; et rien ne nous permet de croire que cela pourrait changer dans l'avenir.

Étant donné que nous sommes habitués aux privilèges de la société de consommation, il est normal que l'on soit craintif devant les « vagues » migratoires du Sud, même si elles sont statistiquement insignifiantes par rapport à l'ensemble de la planète.

Des frontières de moins en moins étanches

En très peu de temps, les véritables barrières économiques et idéologiques se sont éclipsées. Par ailleurs, des frontières qui semblaient autrefois infranchissables s'estompent peu à peu. En plus des frontières économiques (commerce) et politiques (disparition des conflits idéologiques Est-Ouest), il faudrait également faire tomber les frontières sur le plan des migrations. Cependant, bien qu'il soit illusoire d'imaginer une libéralisation dans le marché

de la force de travail entre les pays du Nord et du Sud, il est au moins souhaitable de rendre plus souples les lois régissant les contrôles migratoires.



Photo : Secrétariat d'État

En raison des déséquilibres démographiques et économiques actuels entre le Nord et le Sud, il est difficile d'imaginer des correctifs à ces disparités endémiques dont les conséquences pour les populations sont graves et souvent dramatiques. Qui sait donc si tous les « Misérables » de ce monde ne pourraient pas en arriver aussi un jour à prendre les Bastilles du Nord ou s'ils ne pourraient, comme plusieurs le redoutent déjà, effriter l'identité nationale des pays d'accueil ? Dans ce contexte, l'harmonie n'arrivera pas par miracle, et toute myopie historique aura de sérieuses conséquences sur l'avenir de tous. Il faut qu'un rééquilibrage substantiel entre les sociétés survienne sur le plan universel, qu'une vision historique globale permette l'avènement de politiques responsables.

L'intégration des immigrants dans un Canada à double identité

Intégrer un groupe humain dans une collectivité établie, c'est faire en sorte qu'il n'en soit plus étranger. Pour y arriver, il faut permettre à l'individu de participer activement à la dynamique d'adaptation entre son groupe d'appartenance et la société dite d'accueil.

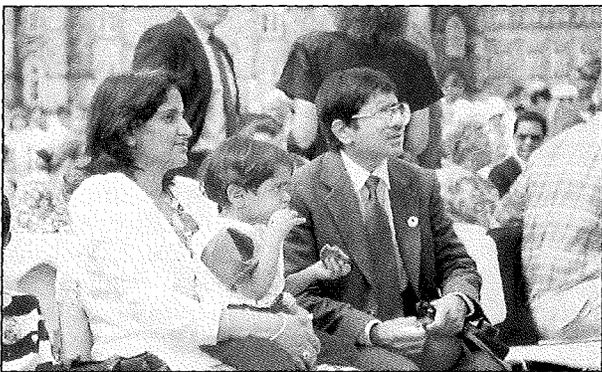


Photo : Secrétariat d'État

* Jaime Llamblas Wolff est avocat et docteur en sociologie. Il est professeur agrégé à l'université York.

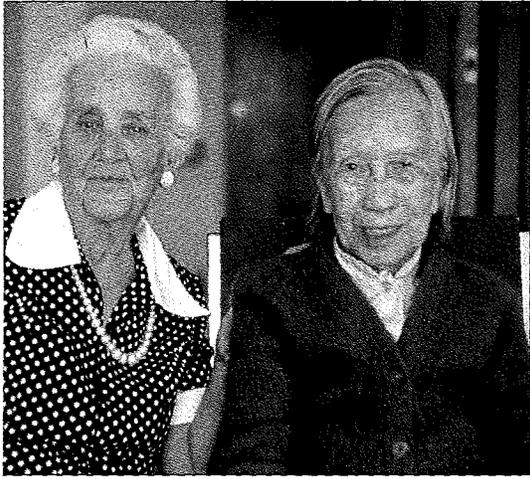


Photo : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

Les spécificités des réalités canadienne et québécoise, sur les plans sociaux, culturels et linguistiques, se reflètent aussi bien dans les perceptions du phénomène de l'immigration que dans les politiques d'accueil et d'intégration. Les immigrants se trouvent ainsi confrontés à une réalité imprécise sur le plan de l'identité nationale. Cette situation est fort complexe et dépasse largement les références à une dualité linguistique, car c'est la notion même de pays qui est ici en jeu.

Les Québécois s'identifient à leurs antécédents historico-culturels et linguistiques, tandis que les autres Canadiens s'identifient à leur pays en tant que fédération. Québécois et Canadiens ont donc des conceptions différentes de ce qui est et de ce que devrait être le phénomène de l'immigration et tout processus d'intégration des immigrants.

Jusqu'aux années soixante-dix, au Québec, les immigrants s'intégraient naturellement dans le milieu anglophone dont les institutions avaient suffisamment de souplesse pour leur permettre de s'y adapter. En retour, les anglophones tiraient profit de leur importante contribution. La majorité québécoise francophone manifestait alors une indifférence qui semblait motivée par des raisons religieuses ou sociales; ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Certains imaginent ainsi naïvement que l'appel à une immigration francophone est LA solution pour intégrer des immigrants. Aussi, pourquoi les nouveaux arrivants devraient-ils avoir des résistances linguistiques au Québec, si partout ailleurs dans le monde ils parlent la langue de l'intégration ?

Intégration et pluralisme

Ce n'est pas aux immigrants de démêler les imbroglios linguistiques, car ils ont toujours vécu dans l'ambiguïté devant ce dilemme. Le problème est beaucoup plus profond. La langue « de l'intégration » est directement liée aux forces d'intégration socio-économiques. Peut-on ainsi passer sous silence le fait que les immigrants sont sous-représentés dans les postes d'influence économique et sur la scène politique, très minoritaires — et c'est là un euphémisme — à la fonction publique fédérale ainsi qu'au sein des gouvernements provinciaux et municipaux ? Ils sont par ailleurs inadéquatement présents dans le domaine de la culture et des communications.

Si, pour des raisons de « pureté » linguistique, la société refuse d'accepter les

contraintes et les difficultés d'intégration des nouveaux arrivants, le pays d'accueil se privera de la contribution d'une première génération qui sera alors sacrifiée. Voilà pourquoi il est si important et urgent que la langue de la majorité ne soit pas seulement renforcée et respectée par le milieu social et du travail, mais qu'elle constitue un véritable instrument de mobilité sociale.

Par contre, la volonté de respecter outre mesure le pluralisme culturel a aussi un effet « boomerang » sur les communautés culturelles elles-mêmes. À force de vouloir insister sur le caractère multiculturel de la société, on sépare plutôt que d'intégrer. L'intégration doit ainsi dépasser les aspects folkloriques. Le multiculturalisme peut constituer un grand atout lorsqu'il se présente comme un complément

L'UKRAINIEN, une langue à préserver

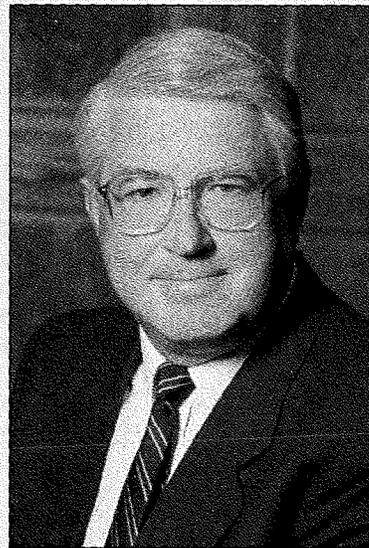
GAIL HELGASON*

Roman Petryshyn, qui a grandi dans un foyer ukrainien de Thunder Bay, en Ontario, a toujours considéré comme la chose la plus naturelle du monde le fait de parler une autre langue que l'anglais.

« J'ai grandi auprès d'enfants juifs, italiens, finlandais, et rien ne me semblait plus normal que de vivre dans un environnement multilingue », se souvient-il.

Fils d'immigrants ukrainiens, ce sociologue établi à Edmonton a appris l'anglais sans problème, dans la rue comme à l'école. Mais il lui a été beaucoup plus difficile de conserver ses racines.

« Avec les années, c'est de plus en plus difficile de garder sa langue. Cela



ne signifie pas nécessairement la disparition de la communauté elle-même, mais celle-ci perd un de ses éléments essentiels. »

Monsieur Petryshyn a longtemps milité en faveur de programmes linguistiques et éducatifs qui reflètent mieux la diversité des communautés ethniques de l'Alberta. Il est aujourd'hui directeur exécutif du Programme autochtone et multiculturel du Grant MacEwan

Community College d'Edmonton et directeur de Centre ukrainien de ressources et de développement.

Son épouse Marusia, née à Edmonton, a grandi comme lui dans un foyer dont l'ukrainien était la première langue. Rien

de l'intégration sociale, économique et politique.

Si les immigrants n'ont que très peu à dire ou à faire pour le développement de la société, s'ils ne peuvent facilement pénétrer le tissu social dont les racines leur sont étrangères, la tendance sera inexorablement axée sur la protection de leur propre milieu ethno-culturel et le renforcement d'un réseau parallèle.

À long terme, la seule vérité sera celle de nos enfants. Les jeunes d'aujourd'hui ont certainement d'autres préoccupations que celle de s'interroger sur la différence entre eux et leurs copains et



Photo : Gouvernement du Canada

copines de classe. Plus tard, cette différence ne sera vue que comme un atout

et un enrichissement pour la société.

Si nous voulons investir dans l'avenir, il faut démontrer une ouverture d'esprit et traiter tous les gens avec égalité. La société ne peut se priver de cette contribution intellectuelle, professionnelle et culturelle, car tout peuple grandit lorsqu'il tire profit des échanges entre communautés. Chaque société doit ainsi apprendre à vivre avec ses propres antagonismes. Les sociétés prospères sont celles qui arrivent à s'ouvrir au monde au lieu de s'enfermer dans leurs propres frontières imaginaires. ■

d'étonnant donc à ce que l'apprentissage de la langue débute à la maison chez les Petryshyn.

« En tant que famille, nous favorisons beaucoup l'apprentissage des langues, soutient Roman Petryshyn. Nous envisageons d'ailleurs de séjourner au Québec pour nos vacances de cet été, justement parce qu'on pourra s'y familiariser avec le français. »

Leur fils de sept ans, Luka, est inscrit au programme trilingue de l'école élémentaire catholique St. Martin d'Edmonton. Il y a six langues d'enseignement dont l'ukrainien, l'allemand et l'arabe dans les écoles d'Edmonton. En cette période de mondialisation de l'économie, où le fait de posséder plusieurs langues est de plus en plus indispensable, M. Petryshyn aurait le sentiment de priver son fils d'un atout majeur en lui refusant ce type de formation linguistique.

S'il juge très important de préserver la langue ukrainienne, la bataille lui semble parfois perdue d'avance. « Comme l'ukrainien et d'autres langues ne font pas partie des langues officielles au Canada, le gouvernement fédéral ainsi que les gouvernements provinciaux ne prennent aucune initiative s'ils n'y sont pas poussés, déplore le sociologue. Ce sont les communautés qui doivent tout faire elles-mêmes pour que les choses bougent.

J'organise ainsi des casinos pour financer les programmes scolaires. »

La politique provinciale en matière de langue d'enseignement devrait mieux refléter la présence des langues non officielles, soutient-il, ajoutant que l'ukrainien était utilisé dans les écoles avant que l'Alberta ne forme une province. Cette pratique fut interrompue en 1917, pour n'être reprise qu'en 1974. Aujourd'hui, l'allemand, l'anglais, l'arabe, le français, l'hébreu, le mandarin, le polonais et l'ukrainien sont des langues d'enseignement en Alberta.

Roman Petryshyn ne souhaite pas que l'ukrainien ait le même statut que les deux langues officielles du pays. Il croit cependant que les Canadiens d'expression française et ukrainienne ont beaucoup de choses en commun. Les deux groupes réclament par exemple que les ministères de l'Éducation soient plus sensibles à la formation linguistique.

Il se dit également très favorable au bilinguisme officiel parce que celui-ci reconnaît explicitement la valeur d'autres langues que l'anglais. « Une fois le bilinguisme reconnu, il a été plus facile pour les autres minorités d'obtenir des programmes scolaires dans leur langue. »

Monsieur Petryshyn croit que les deux langues officielles du Canada prendront de plus en plus de valeur, de sorte que

les communautés de langue minoritaire comme la sienne devront redoubler d'ardeur pour préserver leur identité linguistique. Il hésite cependant à prévoir quelles tendances s'imposeront en la matière, faisant observer que des événements tout à fait imprévus, par exemple la dissolution de l'Union soviétique, rendent plus qu'hasardeuses ce genre de prédictions.

En effet, avant la chute de l'U.R.S.S., la communauté ukrainienne du Canada entretenait très peu de liens avec sa patrie d'origine, d'autant plus qu'à toutes fins utiles, l'immigration en provenance de l'Ukraine avait cessé dans les années 1940.

« Les Ukrainiens du Canada n'avaient plus de contacts directs avec leur pays depuis fort longtemps. Puis soudain, l'ukrainien a refait une percée en Ukraine même pour devenir la langue du commerce et du tourisme. Dans ces conditions, comment affirmer avec certitude qu'il perdra toute influence ici. Sait-on jamais, peut-être est-ce le contraire qui se produira ? » ■

(Traduit de l'anglais)

* Gail Helgason travaille chez Helgason and Dodd Communication Services Ltd. d'Edmonton.

Quand l'apprentissage de la langue demeure un obstacle, l'intégration à la nouvelle société ne se fait pas toujours de façon aussi harmonieuse.

Toutefois, immigrants et Canadiens arrivent à mieux se connaître et à mieux s'apprécier grâce aux nouveaux programmes de jumelage mis de l'avant au cours des dernières années par des groupes de bénévoles.

CE SONT AMIS QUE VENT APPORTE

GILLES LAFRAMBOISE*

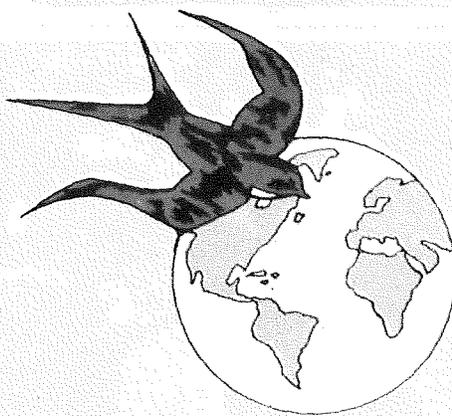
Le jumelage, une recette efficace

Lancé timidement en 1987, le programme de jumelage du centre L'hirondelle de Montréal compte aujourd'hui plus de 160 familles, soit 80 familles québécoises et 80 familles d'immigrants.

Selon la directrice du centre, M^{me} Nora Solerbicens, le jumelage est venu s'ajouter aux nombreux autres services individuels et collectifs offerts déjà par l'organisme depuis quatorze ans.

« En mettant sur pied Amitié-jumelage, d'expliquer M^{me} Solerbicens, on a voulu favoriser une meilleure intégration des immigrants et permettre du même coup aux Québécois et aux immigrants de s'enrichir mutuellement au contact de la culture de l'autre. » La porte-parole du centre tient à préciser qu'il ne s'agit nullement d'une relation d'aide matérielle entre deux familles, mais plutôt d'une relation d'égalité et de respect.

Selon elle, les familles immigrantes participant au programme n'ont souvent rencontré que des fonctionnaires depuis



leur arrivée et elles ont maintenant le goût de connaître d'autres gens.

Du côté des familles « souches », plusieurs personnes nous disent qu'elles croisent chaque jour des dizaines d'immigrants à Montréal, qu'elles ont le goût de mieux les connaître, mais qu'elles ne savent pas par où commencer », signale M^{me} Solerbicens.

Dans d'autres cas, ce sont des gens d'ici qui ont vécu pendant un certain temps à l'étranger, qui ont connu des difficultés d'intégration et qui ont le goût maintenant de donner un coup de main aux nouveaux venus au Canada.

« Notre rôle consiste finalement à jeter un pont entre deux familles qui souhaitent la même chose, mais qui ne savent pas trop comment y parvenir », affirme la porte-parole de L'hirondelle.

Les préjugés tombent

Pour s'assurer que le jumelage fonctionne bien, le centre qui compte une soixantaine de bénévoles organise régulièrement des ateliers d'échange à l'intention des familles jumelées. Il s'agit là d'une bonne occasion d'exposer les problèmes auxquels on fait face et de trouver des solutions. Le centre invite des conférenciers qui traitent de sujets relatifs à l'intégration des immigrants pour aider les familles.

Tout en assurant un suivi discret, le centre n'impose aucun encadrement particulier aux familles jumelées. Elles décident elles-mêmes de leurs activités en fonction de leurs goûts et de leur personnalité. Certaines familles se fréquentent régulièrement, d'autres organisent des sorties pour les deux familles ou pour certains membres des familles comme les enfants. « Cinq ans après le lancement de notre programme, précise

M^{me} Solerbicens, nous pouvons dire avec fierté qu'en se fréquentant les familles québécoises et les familles d'immigrants acquièrent une vision plus juste, et que les préjugés tombent des deux côtés. »

Sur le plan linguistique, le jumelage accélère l'intégration de la nouvelle famille. « Au début, la famille québécoise doit faire preuve de patience et supporter les longs silences en attendant que le nouveau venu trouve le mot français qu'il cherche », souligne M^{me} Solerbicens.

Cet effort est salutaire pour la famille d'immigrants qui améliore ainsi sa connaissance du français et qui continue résolument son cheminement vers l'autonomie.

L'apprentissage d'une langue seconde

« On dit souvent que c'est le travail qui est la clé, mais pour se trouver un emploi convenable à Vancouver, il faut d'abord être capable de parler anglais », de dire M^{me} Joyce Kyi, la directrice générale de l'organisme Immigrant Services Society of British Columbia. Arrivée elle-même au Canada il y a une vingtaine d'années, M^{me} Kyi a pu observer plusieurs personnes qui ont négligé d'apprendre l'anglais et qui se sont limitées du même coup à des emplois subalternes au sein de leur propre groupe linguistique.

Selon elle, ces immigrants se créent alors des liens de dépendance avec leur employeur, mais aussi avec leurs propres enfants qui ont appris rapidement l'anglais et les coutumes canadiennes à l'école.

« En peu de temps, d'ajouter M^{me} Kyi, on peut assister à une érosion de l'autorité parentale. » Les enfants deviennent des interprètes, des intermédiaires dont les parents ont absolument besoin pour communiquer avec le monde extérieur. Une telle situation aurait été impensable dans le pays d'origine. Il s'ensuit inévitablement des tensions dans la famille.

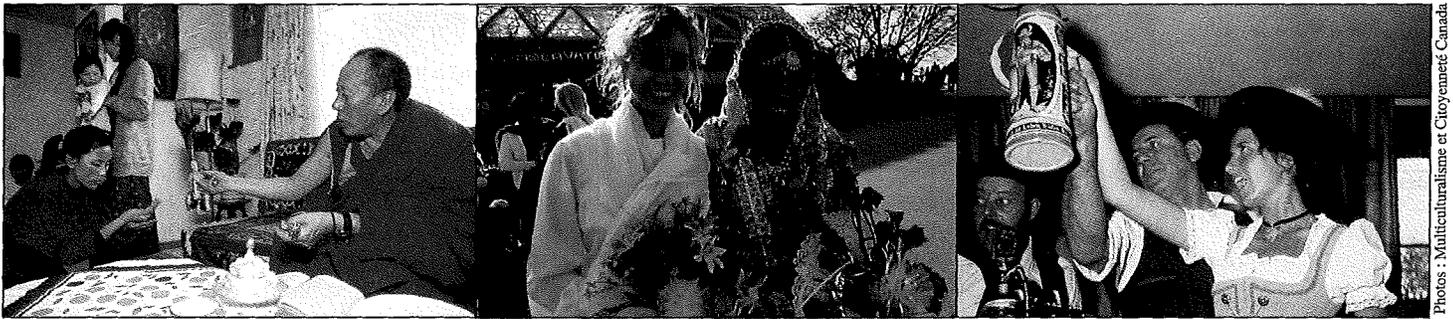
Les enfants veulent que toute leur famille ressemble vite à la famille canadienne type. « Même si j'étais instruite à mon arrivée au Canada et que je parlais bien l'anglais, affirme M^{me} Kyi, l'un de mes enfants m'a demandé une fois si je pouvais ne pas porter mon sarong pour aller à une rencontre de parents à l'école. » ■

* Gilles Laframboise est journaliste-pigiste.

Le MULTICULTURALISME...

TOM SLOAN

Le multiculturalisme est-il un idéal spécifiquement canadien dont nous pouvons tirer une légitime fierté, une réalité à laquelle nous ne pouvons échapper ou un marché de dupe imposé au pays pour de vulgaires raisons politiques et qui mine toute chance d'en faire un Canada vraiment uni ?



Photos : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

Comme avec la plupart des questions touchant la langue et la culture, les Canadiens divergent d'avis sur le sujet dès qu'ils en font un examen le moins sérieux.

On ne peut cependant douter de l'enthousiasme et de l'engagement de l'actuel gouvernement fédéral à l'égard de ce concept. Il a d'abord présenté la *Loi sur le multiculturalisme canadien*, adoptée par le Parlement en 1988, pour ensuite créer le ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté en 1991.

En vigueur depuis quatre ans seulement, cette loi ne constitue en rien une rupture par rapport à la politique et à l'attitude des gouvernements antérieurs qui, au moins dans un passé récent, se sont efforcés par divers moyens de faire reconnaître une réalité sociologique qu'il devenait de plus en plus difficile d'ignorer.

Un mélange en constante évolution

On ne peut nier que le pluralisme décrit très bien le Canada de cette fin de siècle. C'est un fait de la vie, ce pays constitue

aujourd'hui la patrie d'individus appartenant à plus de 100 ethnies avec 37 p. 100 des Canadiens d'origine autre que britannique ou française, comme ils l'ont déclaré dans le recensement de 1986.

Au fur et à mesure qu'ils ont compris que la population formait un mélange en constante évolution, les gouvernements et les représentants politiques canadiens ont progressivement tenu compte du phénomène. En 1942, le gouvernement a donné le coup d'envoi en créant une Direction de la citoyenneté pour « créer chez les Canadiens d'origine française et britannique, une meilleure compréhension des Canadiens d'origine européenne fraîchement arrivés et élargir la connaissance et l'appréciation des meilleures traditions de la vie canadienne parmi les nouveaux Canadiens ».

Environ vingt ans plus tard, la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, bien que mise sur pied à d'autres fins, reconnaissait explicitement dans son rapport le caractère multiculturel

POURCENTAGE DE LA POPULATION NÉE À L'ÉTRANGER

Région	1901	1921	1951	1981	1986
Atlantique	5,2	6,7	3,4	3,8	3,6
Québec	5,4	8,0	5,6	8,3	8,2
Ontario	14,9	21,9	18,5	23,7	23,2
Prairie	33,8	40,7	22,9	14,2	13,3
Colombie-Britannique	44,2	49,7	29,1	23,3	22,1

Source : Secrétariat de l'Étude démographique, Santé et Bien-être social Canada, 1989.

de la société canadienne. En 1971, avec le soutien de tous les partis, le gouvernement adoptait sa première vraie politique de multiculturalisme, destinée à aider les communautés minoritaires à préserver aussi bien qu'à partager leur langue et leur culture. Plus tard, le caractère multiculturel du Canada a été reconnu dans la *Loi constitutionnelle de 1982*.

Depuis, les gouvernements successifs, la fonction publique, ainsi que les partis politiques ont continué de prendre des moyens pour s'adapter à de nouvelles réalités. Beaucoup voient dans les dernières démarches gouvernementales l'aboutissement naturel de tout un processus de reconnaissance sociale de ces réalités. Selon les textes gouvernementaux les plus récents à ce sujet, il s'agit de tirer le meilleur parti de notre diversité. Le Canada est perçu comme « la première nation internationale », pour employer l'expression de l'écrivain britannique Barbara Ward, et il doit agir en conséquence.

La citoyenneté

On a accordé de nombreuses vertus au multiculturalisme. Ainsi, la politique en la matière ne se veut pas une simple célébration d'une diversité, même si elle est cela aussi, mais un moyen essentiel pour rassembler les Canadiens. Le multiculturalisme et la citoyenneté ont été unis dans un seul ministère pour illustrer que les Canadiens, s'ils ont des origines diverses, partagent les mêmes valeurs et le même attachement à l'égard du Canada. La citoyenneté est notre point de convergence, le lien qui nous rattache. L'objectif déclaré du gouvernement est d'ailleurs de favoriser la participation active de tous à la vie canadienne et d'abolir les barrières à l'égalité des droits et des responsabilités. Le multiculturalisme signifie une formation dans l'une



Photos : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

des deux langues officielles du pays, une introduction dans la société canadienne et des conseils pour l'emploi, de même qu'un soutien à l'héritage linguistique et aux activités culturelles des divers groupes ethniques. En résumé, la politique du multiculturalisme prétend améliorer la compréhension entre les cultures, promouvoir le respect de la différence et combattre le racisme et la discrimination. Le multiculturalisme jette un pont entre tous les Canadiens, pour un coût annuel inférieur à 30 millions de dollars.

Réactions

Comment les Canadiens réagissent-ils au multiculturalisme ? Dans ses publications, le ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté fait ressortir les résultats de récents sondages d'opinion qui semblent appuyer les politiques gouvernementales dans ce domaine. Entre autres choses, on y découvre que 85 p. 100 d'entre nous ne trouvent rien de contradictoire à tirer fierté à la fois de sa nationalité canadienne et de ses antécédents, que 77 p. 100 pensent que la politique du multiculturalisme enrichira la culture canadienne, que 72 p. 100 estiment que cette politique procure aux personnes de toutes origines un sentiment d'apparte-

nance et, enfin, que 63 p. 100 considèrent le multiculturalisme comme un facteur d'unité pour le pays.

Le gouvernement reconnaît en même temps que « aux yeux de plusieurs, si un groupe particulier accorde trop d'importance à sa culture, il risque de ne pas se mêler aux autres Canadiens, de ne pas acquérir les valeurs que partagent tous les Canadiens et de ne pas forger une identité canadienne forte ». Cette citation est tirée d'une publication intitulée *Le point sur le multiculturalisme*, du ministère du Multi-

culturalisme et de la Citoyenneté.

La presse a récemment rapporté d'autres critiques à l'égard de la politique du multiculturalisme. Selon un point de vue, ce concept tend à marginaliser ceux qu'il est censé favoriser, car il ne concerne ni les aspirations ni les besoins des Canadiens de langue française et anglaise, qui constituent les deux forces dominantes du pays. On y voit même de la condescendance, voire une insulte pour les Canadiens dont l'individualité se trouve en quelque sorte niée, le mot « ethnique » servant parfois à différencier ceux-ci de la majorité. Un commentateur, Al Meghji, un étudiant canadien qui a écrit dans la revue *Reconstruction*, publiée par la faculté de droit de l'université Harvard, note à ce sujet qu'un « ministère du Multiculturalisme, par la politique qu'il cherche à promouvoir, encourage les Canadiens d'ethnies différentes à s'exprimer isolément, dans "l'arrière-cour" culturelle et politique du pays. Ils sont payés pour rester en marge. »

Que cela plaise ou non, le caractère multiculturel du Canada est reconnu dans la Constitution. Que cela puisse ou non rassembler les Canadiens et inspirer un nouveau sentiment national, le jury en délibère encore. ■

(Traduit de l'anglais)

... et la CONVERGENCE CULTURELLE

TOM SLOAN

Pendant très longtemps, comme le reconnaît lui-même le gouvernement du Québec, l'immigration et les immigrants ont surtout constitué un sujet de « profonde inquiétude » pour un peuple déterminé à préserver sa langue, sa culture et ses traditions; les immigrants étaient donc vus comme une menace ou, au mieux, généralement ignorés.

La baisse de son taux de natalité ayant placé le Québec devant des perspectives démographiques peu encourageantes, les derniers gouvernements ont de plus en plus cherché des moyens pour s'assurer que les nouveaux immigrants répondent aux exigences particulières du Québec, quels que soient les résultats des négociations constitutionnelles avec le reste du Canada.

Des objectifs et des obstacles

D'après Réjean Lachapelle, l'un des plus grands spécialistes du Canada et du Québec en matière de démographie, le Québec se heurte à au moins trois problèmes lorsqu'il cherche à utiliser l'immigration pour augmenter la croissance de sa population dans un contexte francophone. D'abord, les immigrants québécois qui ont le français pour première langue officielle ne représentent aujourd'hui qu'environ 20 p. 100 du total de cette population, une proportion égale à celle qui utilise l'anglais comme première langue. Ensuite, les immigrants dont la langue n'est ni le français ni l'anglais, qui comptent pour plus de la moitié des nouveaux Québécois, transmettent beaucoup plus fréquemment leur propre langue à leurs enfants que dans le reste du pays. Enfin, l'anglais est favorisé lorsqu'il y a transfert de langue, quoique

Inverser un comportement déjà ancien n'est pas chose facile. C'est pourtant le défi que les gouvernements successifs et la majorité francophone du Québec tentent de relever. Ils travaillent ainsi à l'élaboration d'une politique cohérente et efficace qui fasse concorder immigration et aspirations collectives des Québécois francophones.

des critères nationaux) le droit pratiquement exclusif de sélectionner ses immigrants. Il y a cependant une exception en ce qui concerne les réfugiés puisque les deux gouvernements travaillent en étroite collaboration afin de déterminer quelle demande de statut de réfugié sera acceptée.

Le Québec a également la responsabilité exclusive de l'accueil et de l'intégration dans la société québécoise de tous les nouveaux arrivants dans la province. Ottawa accorde une compensation monétaire au Québec pour cette responsabilité qui inclut la formation linguistique.

Philosophie

Le Québec a élaboré une philosophie de l'immigration qui lui est propre et qui a servi de base aux programmes qu'il a adoptés ces dernières années et à l'établissement des priorités.

Normand Cherry, ministre délégué à l'Immigration, qui a expliqué les trois objectifs du gouvernement en matière de relations interculturelles, résume ainsi cette philosophie :

Une meilleure connaissance et compréhension de la société québécoise au sein des communautés culturelles, une plus grande reconnaissance de la réalité pluraliste dans l'ensemble de la population, un rapprochement entre les communautés culturelles et la communauté majoritaire.

L'accord fédéral-provincial

La première priorité a été l'élaboration d'une série d'accords avec le gouvernement fédéral. Les premières négociations qui ont eu lieu peu de temps après la création du ministère de l'Immigration du Québec, en 1968, ont eu pour effet d'accroître considérablement les pouvoirs de la province en matière d'immigration. Les négociations ont débouché sur la signature, en 1990, d'un accord, un des plus exhaustifs jusqu'à maintenant, entre les deux gouvernements. L'accord Canada-Québec, entré en vigueur en avril 1991, donne au Québec (à l'intérieur des paramètres répondant à

M. Lachapelle reconnaît que ce phénomène est moindre de nos jours.

Une autre experte, Maureen Covell, une spécialiste en sciences politiques de l'université Simon Fraser, s'est interrogée sur les objectifs éventuels du Québec. « Sur l'immigration, on se demande ce que le Québec est supposé défendre. Un groupe ethnique ? Les Québécois de souche ? Un groupe linguistique ? Toute cette question est difficile parce qu'il y a là toutes sortes d'ambiguïtés. »

Même si tous les obstacles politiques et psy-



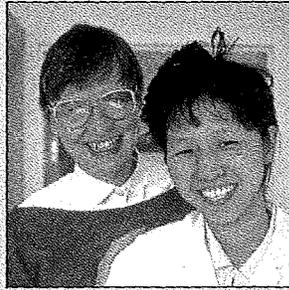
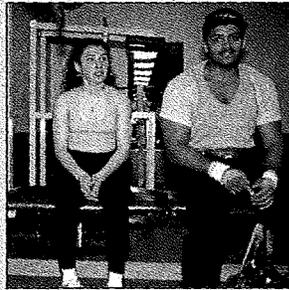
En 1991, le gouvernement a, pour atteindre ces objectifs, élaboré un plan complet, traitant tous les aspects du problème. Il a prévu que les différents programmes seraient entièrement opérationnels en 1994.

En ce qui concerne le processus d'immigration lui-même, le plan propose une stratégie sur deux fronts linguistiques. Dans les zones francophones du monde, il vise à attirer le plus grand nombre possible d'immigrants qualifiés, l'objectif étant d'arriver à une proportion d'au moins 40 p. 100 d'immigrants francophones en 1994. Dans les pays non francophones, on cherchera d'abord à informer les immigrants du caractère français du Québec et de la nécessité de s'adapter rapidement à cette réalité.

De façon générale, la province entend sélectionner des immigrants capables de contribuer à son développement économique, accélérer le processus de réunification des familles immigrantes et trouver des méthodes qui lui permettent de discerner les authentiques prétendants au statut de réfugié.

Faciliter l'accès aux programmes de formation en français et améliorer leur qualité constituent une autre priorité essentielle du Québec.

Au-delà de la formation linguistique, le plan comporte des programmes variés bénéficiant



Photos: Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

de l'appui de l'État et destinés à accroître l'utilisation du français dans tous les domaines de l'activité économique et sociale. L'idée est en l'occurrence que, dans toute la mesure du possible, le français devrait constituer la langue normale de communication entre les Québécois.

Le souci d'intégration du plan, au cœur duquel se trouve la langue, se traduit par d'autres mesures telles que des programmes de formation professionnelle, technique et à la vie d'entreprise, des programmes incitant les immigrants à s'installer dans toutes les régions de la province ou visant à assurer

l'égalité d'emploi dans les secteurs public et privé. On peut citer encore les programmes contre le racisme, les programmes enseignant aux arrivants leurs droits politiques et leurs droits en matière de services publics, les programmes ayant pour but de sensibiliser les membres du service public aux besoins des communautés culturelles minoritaires et ceux visant à familiariser les membres de ces communautés avec les réalités de la société québécoise et, inversement, à rendre les Québécois francophones plus favorables vis-à-vis du processus d'intégration et des immigrants eux-mêmes. Le gouvernement du Québec s'est lui-même engagé dans un projet éducatif destiné à favoriser les attitudes positives à l'égard de la diversité ethnique et culturelle.

Ce plan ambitieux demande, entre autres, une très grande coopération entre les ministères, entre le gouvernement, les municipalités et le monde de l'éducation, enfin entre le gouvernement et le secteur privé, y compris les médias.

La réaction a généralement été favorable, certains médias soulignant que les Québécois devaient comprendre et accepter l'importance des nouveaux venus pour leur propre avenir. ■

(Traduit de l'anglais)

Les NOUVEAUX Franco-Ontariens

SARAH HOOD*

Georges Mulamba n'a jamais douté qu'il vivrait en français au Canada. Dans son Zaïre natal, explique-t-il, « on a l'image d'un Canada bilingue ». C'est à son arrivée qu'il a découvert avec étonnement que son pays d'accueil se répartissait en quelques concentrations linguistiques. Malgré tout, c'est en français qu'il exerce son métier d'acteur à Toronto, au sein de sa propre troupe appelée Flash Bantu.

Les écoles françaises de l'Ontario accueillent des enfants de milieux et de pays variés.

Monsieur Mulamba est le représentant type du Franco-Toronto moderne. En fait, le directeur de la section torontoise de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), Willy Kanga, est aussi originaire du Zaïre.

L'Unesco désignait, il y a quelques années, Toronto comme la ville la plus multiculturelle du monde. Dans le recensement de 1986, seulement 65 p. 100 de ses citoyens déclaraient l'anglais comme leur langue maternelle. Le chinois arrivait au second rang avec 14 p. 100, et il serait difficile d'y dénombrer toutes les langues couramment parlées comme langue maternelle, langue seconde et même troisième langue.

Les immigrants parlant couramment le français, originaires de pays comme le Vietnam, le Sénégal, Haïti et la Guinée française, découvrent qu'ils peuvent vivre dans cette langue même dans une métropole majoritairement anglophone comme Toronto. Ces nouveaux Canadiens viennent grossir les rangs des Franco-Ontariens et, de façon inattendue, font aussi contrepoids à la tendance à leur assimilation.

C'est en menant une étude sur les besoins du Centre communautaire médico-social de Toronto que Noël Thomas, expert-conseil, a découvert en 1989 que 66,9 p. 100 des



Photos: Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

francophones de l'agglomération torontoise étaient nés à l'extérieur de l'Ontario, dont près du quart à l'étranger. « Le Centre est conçu pour desservir une clientèle multi-ethnique », explique M. Thomas. Il a aujourd'hui pignon sur rue dans le centre-ville et dessert une vaste gamme d'usagers dont un grand nombre sont originaires de l'Afrique.

Bien qu'on trouve à Toronto une relative abondance de services sociaux et d'activités en français, il n'est pas si facile d'y travailler dans cette langue. Eder Cherizard, un cuisinier bardé de prix, a rarement l'occasion d'utiliser sa langue maternelle à l'hôtel Sheraton du centre-ville où il travaille. Mais « dans ma famille, tout se passe en français », fait-il remarquer. Ses enfants sont inscrits à l'école française du Sacré-Cœur, également sise au centre-ville, et parlent bien leur langue, mais ils ne maîtrisent pas encore le créole haïtien que lui-même connaît.

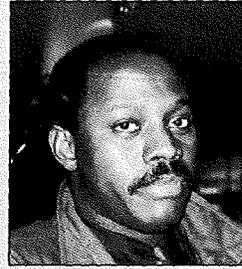
Les écoles françaises de l'Ontario accueillent des enfants de milieux et de pays très variés. Par exemple, dit Belkadi Latif, « je connais des familles marocaines qui ont des enfants qui vont à l'école en français, à Scarborough, à Mississauga ». Né au Maroc, M. Latif parle l'arabe et le français, et c'est dans cette dernière langue qu'il vit et travaille. Parmi ses activités sociales, il dit aimer aller au théâtre, en français toujours. Il est fidèle aux chaînes TVOntario et Radio-Canada, tandis que son milieu de travail mi-anglais mi-français lui permet d'utiliser sa langue de prédilection.

La société torontoise, francophone ou anglophone, est avant tout multiculturelle.

« Je participe à toutes les activités politiques », comme l'ACFO note M. Latif. « Je demande les services en français », ajoute-t-il, affirmant qu'il a choisi de vivre dans cette langue « automatiquement. Toute notre communauté est francophone. On a l'habitude de vivre en français. On vit automatiquement avec les francophones. »



Georges Mulamba



Willy Kanga



Mohammed Brihmi



Amal Madibbo



Belkadi Latif

Jean Malavoix, directeur du Conseil des organismes francophones du Toronto métropolitain, souligne que le COFTM accueille beaucoup d'immigrants nouvellement arrivés, notamment d'Afrique et d'Haïti, qui ne sont pas encore tout à fait établis dans leur nouveau mode de vie. Une fois qu'ils se sont bien établis à Toronto, « ils ne reviennent pas à nous, note Malavoix, mais « ils vont rester francophones ».

Selon le directeur du COFTM, la société torontoise, francophone ou anglophone, est avant tout multiculturelle. Il affirme que les francophones de la ville ont « un sentiment d'expérience partagée » en raison de leur langue commune, même si le français n'est pas leur langue maternelle. Par exemple, « c'est tout à fait normal que des Polonais soient francophones », fait-il remarquer.

« J'aime le français ! », s'exclame Amal Madibbo. Originnaire du Soudan, un pays non francophone, M^{me} Madibbo a étudié à Khartoum puis en France. Tombée amoureuse de la langue, elle a choisi de vivre en tant que Franco-Ontarienne.

Entrée au Canada comme réfugiée, Amal admet avoir éprouvé quelques difficultés à se faire à sa nouvelle vie. Elle travaille aujourd'hui à l'Association interculturelle franco-ontarienne (AIFO) pour aider les autres à s'adapter, en français, à la vie canadienne. Pour ce faire, « on organise des ateliers, des colloques et des conférences », précise-t-elle.

Quant à Mohammed Brihmi, président de l'AIFO, il explique que l'organisme chapeaute plus d'une douzaine de communautés ethno-culturelles comme l'Association asiatique et l'Association des communautés africaines. « Nous sommes également voués à la défense des droits de nos groupes. » Le mandat de l'AIFO consiste à favoriser « l'intégration de nos communautés ». Mise sur pied en décembre 1990, l'AIFO est engagée dans de nombreuses activités avec d'autres associations et organismes culturels ainsi qu'avec des organismes gouvernementaux.

Le recensement de 1986 a révélé que 256 565 Canadiens d'origine autre que française ou britannique ont le français pour première langue officielle. Parmi ce groupe, 22 800 vivent à l'extérieur du Québec dont 14 630 en Ontario. De plus, 39 075 Ontariens d'origine autre que française ou britannique se considèrent comme bilingues, utilisant couramment les deux langues officielles du pays.

Ce phénomène des nouveaux Canadiens francophones, s'il est plus marqué à Toronto, n'est pas limité à cette ville. Sur la côte du Pacifique, l'origine des immigrants est différente mais on assiste au même phénomène. Jacques Vinet, directeur de l'école Anne-Hébert, à Vancouver, observe que « beaucoup d'enfants sont d'origine cambodgienne ou vietnamienne ».

Selon le recensement de 1986, 39 075 Ontariens d'origine autre que française et britannique disent utiliser couramment les deux langues officielles du pays.

Peut-être le Canada commence-t-il à se reconnaître pour ce qu'il est vraiment : un modèle pour le reste du monde d'harmonie interrassiale et de cohabitation fructueuse entre cultures variées. Et le tout se déroule de plus en plus dans les deux langues officielles du pays, comme c'est le cas pour tant d'autres facettes de notre société. ■

(Traduit de l'anglais)

* Sarah Hood est journaliste-pigiste.

Le gouvernement fédéral vient de prendre un important virage en vue de faciliter l'intégration des immigrants adultes. Alors que le mot dégraissage est sur toutes les lèvres à Ottawa, les budgets accordés aux cours de langues pour les immigrants seront augmentés de 200 millions de dollars d'ici à 1995. Dès cet été, les cours seront adaptés à une nouvelle clientèle.

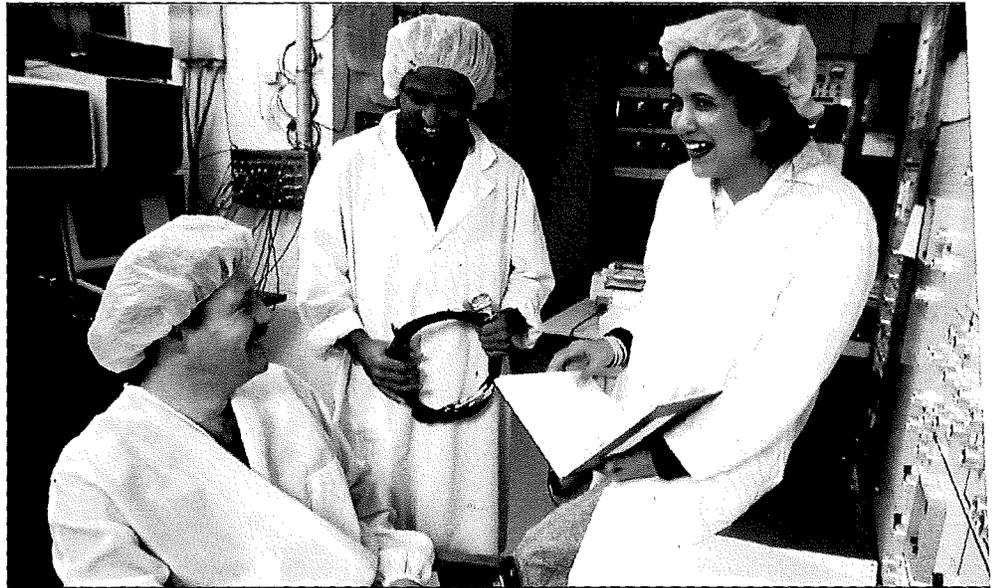


Photo : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

APPRENDRE LA LANGUE...

UN MOYEN INCONTOURNABLE

GILLES LAFRAMBOISE

Selon M^{me} Linda Holmes, de la Direction générale de l'établissement à Emploi et Immigration Canada, « les cours traditionnels étaient axés sur les besoins des immigrants qui faisaient leur entrée sur le marché du travail et avaient tendance à défavoriser certains groupes d'immigrants par rapport à d'autres, comme les femmes non destinées à un emploi rémunérateur ». Les cours de langue financés par le gouvernement fédéral ne touchaient que 28 p.100 des nouveaux arrivants adultes ayant besoin d'une formation linguistique.



Photo : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

En 1995, la nouvelle politique aura fait passer ce pourcentage à environ 45 p. 100. L'effort du gouvernement fédéral se concrétisera sous peu puisque deux nouveaux programmes verront le jour, soit les cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC) — qui obtiendra 80 p. 100 des fonds disponibles — et la formation linguistique liée au marché du travail (FLMT).

Nouvelle orientation

Selon M^{me} Danielle Racette, gestionnaire du CLIC à Emploi et Immigration Canada, « la formation sera normalement offerte l'année de l'arrivée de l'immigrant et sera plus axée sur les valeurs, les droits et les responsabilités des Canadiens ». Tous les résidents permanents, y compris les personnes qui ont obtenu le statut de réfugié, y seront admissibles sans égard à leurs projets concernant le marché du travail.

D'après M^{me} Racette, les priorités seront établies en consultation avec les provinces, les fournisseurs de cours de

formation et d'autres personnes intéressées afin que les fonds aillent à ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire ceux qui éprouveront probablement le plus de difficulté à s'intégrer.

Il faut préciser ici que les politiques du gouvernement fédéral en cette matière s'étendent à toutes les provinces canadiennes, à l'exception du Québec. Une entente Canada-Québec prévoit en effet que le Québec offre lui-même ces services sur son territoire. Dans le cadre de la nouvelle politique du gouvernement fédéral, on s'est également engagé à consulter les fournisseurs de cours et les autres intéressés. Il faut bien comprendre que le gouvernement ne fournit pas directement les cours qu'il finance. Il favorise depuis toujours la politique du « faire faire » c'est-à-dire qu'il confie à des organismes du milieu le soin d'offrir les cours aux nouveaux immigrants.

Ainsi, le nouvel arrivant de Hong-kong pourra suivre un cours d'anglais dans un collège communautaire de la Colombie-Britannique par suite d'une entente entre

le gouvernement de cette province et Emploi et Immigration Canada. Ce seront donc des individus ou des organismes déjà présents dans le milieu, tels des écoles, des collèges, des universités, des organismes sans but lucratif ou des groupes de bénévoles, qui dispenseront les cours aux nouveaux venus à temps plein, à temps partiel ou en cours du soir. Dans certains cas, les fournisseurs de cours offrent même le service de garde sur place afin que les immigrantes puissent aussi bénéficier d'une formation linguistique.

Pour le marché du travail

Dans le cas du deuxième programme, appelé Formation linguistique liée au marché du travail (FLMT), des cours plus avancés permettront à l'immigrant d'utiliser ses compétences et ses connaissances professionnelles.

D'après M. Robert Senez, d'Emploi et Immigration Canada, « cette formation plus spécialisée s'adressera aux immigrants qui ont déjà acquis des connaissances de base, qui répondent aux critères d'emploi et qui ont des compétences professionnelles en demande sur le marché du travail ».

Aussi, pour éviter de défavoriser certains groupes d'immigrants, on prendra des mesures pour aider les femmes,

les membres de communautés visibles et les immigrants handicapés à connaître suffisamment le français ou l'anglais pour participer au marché du travail.

Des services de meilleure qualité

Au cours des prochains mois, Emploi et Immigration mettra aussi en place de

nouveaux mécanismes d'évaluation linguistique qui lui permettront d'améliorer la qualité des services offerts. Selon M^{me} Holmes, on souhaite ainsi en arriver à une certaine cohérence sur le plan national.

À l'heure actuelle, le ministère n'est pas en mesure de dire si 10 semaines de cours offerts par un groupe de bénévoles de Winnipeg équivalent à un même cours offert ailleurs au pays, par exemple. Avant que la formation ne débute, la compétence linguistique du stagiaire sera donc évaluée selon des normes nationales en fonction d'une grille comprenant différents niveaux. Le fournisseur de la formation pourra utiliser son propre système pour évaluer les progrès accomplis.

Les COFI du Québec

Comme nous l'avons noté plus haut, cette nouvelle politique d'Emploi et Immigration sera mise en œuvre partout au pays, sauf au Québec. En effet, à la suite d'une entente entre le gouvernement de cette province et le gouvernement canadien, le Québec administre lui-même certains programmes d'intégration. Contrairement au reste du pays, son ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration gère des centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI) dans les principales régions de la province.

Selon M. Roger Gingras, agent de développement de ce ministère, les COFI offrent des cours à temps plein tant aux immigrants qui se destinent au marché du travail qu'aux autres, comme les femmes qui demeurent au foyer. Le ministère offre aussi des cours de français à temps partiel selon différentes formules. Les cours du gouvernement du Québec rejoignent plus de 50 000 personnes chaque année.

Intégration des enfants

Dans le cas des enfants, ce ne sont pas les ministères spécialisés en immigration qui voient à leur intégration linguistique. Dès leur arrivée au pays, les enfants d'âge scolaire ne parlant ni français ni anglais sont plutôt dirigés vers des classes d'accueil du système d'éducation. Or, comme l'éducation est de compétence provinciale/territoriale, il revient donc à

chacune des provinces et territoires, par l'intermédiaire de ses commissions scolaires ou de ses conseils scolaires, de faciliter l'intégration linguistique et culturelle du jeune immigrant.

En principe, lorsque ce dernier a acquis une connaissance de base de l'une ou l'autre des langues officielles du Canada dans une classe d'accueil, il est intégré à



Photo : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

une classe ordinaire où il côtoie les jeunes garçons et les jeunes filles de son quartier.

La réalité n'est cependant pas aussi rose. Les commissions scolaires, face au manque de ressources, livrent plus ou moins bien la commande. L'Association canadienne des commissions/conseils scolaires a déjà soulevé le problème.

Dans son *Rapport annuel 1991* (p. 7 et 8), le Commissaire a demandé une meilleure intervention du gouvernement.

« Les Canadiens admettent la nécessité de combattre les manifestations de racisme et d'intolérance. Ils s'entendent sur l'importance d'«intégrer» les immigrants à la société canadienne et de leur assurer l'égalité des chances. Toutefois, l'Histoire nous apprend que la tolérance et la compréhension ne sont jamais acquises, qu'elles doivent se cultiver.

Une politique de multiculturalisme, qui favorise le rapprochement entre Canadiens d'origines, de religions et de cultures variées, n'a rien d'une frivolité. Elle nous permet d'assurer que les nouveaux arrivés développent un sentiment d'appartenance au pays qui les accueille. Nous devons mieux expliquer le sens de





Photo : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

cette politique afin de démontrer qu'elle ne vise pas à créer des ghettos linguistiques et culturels, mais bien à favoriser l'expression des valeurs communes au sein d'une société pluraliste.

« En reconnaissant la dignité fondamentale de tous les individus et leur contribution au pays, on peut sensiblement atténuer les difficultés propres à l'intégration. Nous devons éviter de sous-estimer



Photo : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

la volonté de la majorité des immigrants de s'intégrer rapidement à la société canadienne, notamment en apprenant l'une ou l'autre langue officielle, sinon les deux. Notre rapport de l'an dernier soulignait la nécessité d'améliorer l'accès à l'enseignement du français et de l'anglais pour les immigrants, enfants et adultes, qui choisissent en nombre croissant de s'établir au Canada. L'Association canadienne des commissions/conseils scolaires, en revanche, a déploré le poids accru que représente pour les écoles déjà surpeuplées de plusieurs provinces le devoir d'accueillir de nouveaux élèves.

« Les conseils scolaires du pays essaient déjà de résoudre les nombreux problèmes des autres secteurs de la société et qui sont

transmis aux écoles. Étant donné que les conseils scolaires représentent le seul moyen d'offrir la formation linguistique aux enfants et de satisfaire à leurs premiers besoins, cela entraîne des dépenses supplémentaires qui grèvent leur budget. Dans de nombreuses régions, les besoins sont tellement grands que le système scolaire ne peut pas les satisfaire. »

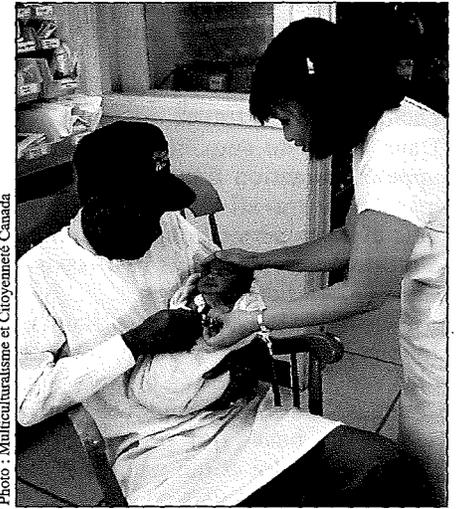


Photo : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

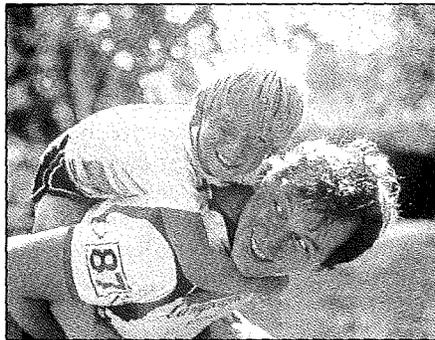
Les langues ANCESTRALES

GILLES LAFRAMBOISE

Les gouvernements reconnaissent dorénavant que le maintien et le développement des cultures et des langues ancestrales favorisent une intégration harmonieuse des immigrants au pays.

Dans certaines régions, on enseigne plus d'une trentaine de ces langues aussi appelées langues d'origine ou langues patrimoniales. Pour certains, il s'agit du mandarin, pour d'autres, du portugais.

Au début des années 1970, le gouvernement fédéral a décidé de reconnaître officiellement le caractère multiculturel du pays. Après avoir



demandé aux principaux groupes linguistiques s'ils désiraient apprendre leur langue ancestrale, Ottawa a innové en lançant à l'époque son Programme d'épanouissement culturel.

Ainsi, pendant plusieurs années, des centaines de collectivités ont touché des subventions pour l'enseignement d'une langue ancestrale. Dans la plupart des cas, ces cours ont été offerts aux enfants des nouveaux arrivés, en dehors du

cadre scolaire habituel, le samedi matin.

Il y a deux ans, Multiculturalisme Canada a réorienté son tir en supprimant toute aide financière accordée à ce qu'il appelle ces « écoles supplémentaires ». On souhaite plutôt que les collectivités se chargent de cet enseignement et que les interventions du gouvernement se limitent à la promotion et à la recherche dans ce domaine. L'aide financière accordée par le gouvernement fédéral sert donc plutôt à promouvoir les méthodes novatrices d'apprentissage, à favoriser le développement de ressources, de compétences et de matériel didactique à contenu canadien et à promouvoir la recherche des langues ancestrales.

Engagement des provinces

En même temps que le gouvernement fédéral se retirait du champ de l'enseignement comme tel, les provinces où l'on retrouve les plus

« Dans son rapport, l'association lance un sérieux avertissement aux autorités canadiennes. Ainsi, elle soutient qu'en allouant des ressources insuffisantes à la formation linguistique des jeunes



Photo : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

immigrants et réfugiés, et en négligeant de satisfaire à leurs premiers besoins, le Canada risque de former une génération de citoyens mal adaptés, peu aptes à fournir un apport significatif à leur pays d'accueil. Selon le rapport, Ottawa et les provinces doivent à tout prix conjuguer leurs efforts en vue de remédier à ce problème. Dans une certaine mesure, cette suggestion a été entendue. En vertu de son plan d'immigration quinquennal, le gouvernement fédéral s'est en effet engagé à améliorer ses programmes d'intégration et d'aide à l'établissement ainsi qu'à financer sur une plus vaste échelle la formation linguistique des immigrants. Reste à déterminer si ces mesures suffiront à répondre à des besoins toujours croissants. Tel qu'il est

formulé dans la *Loi sur les langues officielles*, l'objectif de "favoriser, au sein de la société canadienne, la progression vers l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais" établit

clairement, selon nous, qu'il faut aider les provinces à offrir aux enfants d'immigrants les moyens d'apprendre le français ou l'anglais comme première langue officielle. Si nous y manquons, les retombées sociales et économiques qu'aurait à en subir le Canada pourraient être désastreuses.

« Point n'est besoin de renier ses origines pour apprendre le français ou l'anglais comme première langue officielle. Le débat sur les langues patrimoniales est à cet égard très instructif. Ceux qui s'opposent aux programmes sur les langues et les cultures patrimoniales, auxquels le gouvernement n'accorde qu'une

aide modeste de 5,9 millions de dollars, prétendent souvent qu'ils sont parfaitement inutiles ou improductifs. En réalité, les enfants parviennent aisément à se débrouiller dans deux ou trois langues et à améliorer de la sorte leur capacité d'apprentissage. Ils peuvent aussi développer le sentiment de leur valeur personnelle et, par conséquent, devenir de meilleurs citoyens. Ceux qui parlent plus d'une langue pourront un jour contribuer à la vocation commerciale du Canada en nous ouvrant les portes d'autres pays du monde. » ■

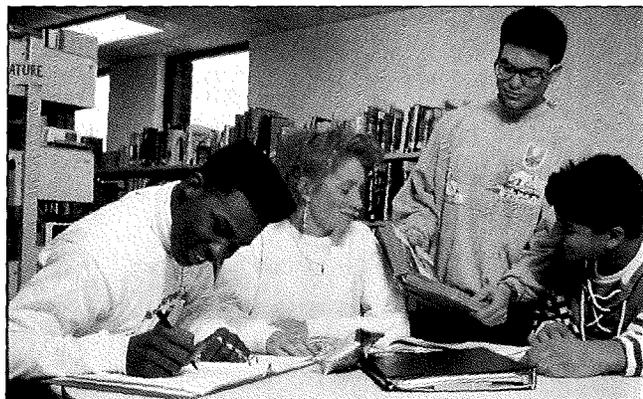


Photo : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

fortes concentrations d'immigrants s'engageaient résolument dans cette voie. C'est le cas notamment de l'Ontario, du Manitoba, de l'Alberta, du Québec et de la Colombie-Britannique.

Dans cette dernière province, l'enseignement des langues ancestrales a toujours connu une grande popularité, avec ou sans subventions du gouvernement fédéral. Fortement marquée par les vagues successives d'immigration en provenance d'Asie et d'Europe, la Colombie-Britannique entend adopter d'ici la fin de l'année une Politique sur l'enseignement des langues ancestrales.

Selon la coordonnatrice adjointe des langues ancestrales et des programmes multiculturels du ministère de l'Éducation de cette province, M^{me} Helen Myers, la nouvelle politique sortira des sentiers battus en intégrant l'enseignement des langues ancestrales au système scolaire public, tout en respectant les efforts déployés depuis toujours par les dif-

férentes communautés culturelles de la province.

Tous s'attendent à ce que le gouvernement provincial offre dorénavant un financement aux commissions scolaires. Ces dernières affecteront des enseignants et des ressources à l'enseignement des langues d'origine. Au ministère, on souhaite aussi qu'un tel virage place ces langues sur un pied d'égalité par rapport aux autres langues enseignées depuis toujours à l'école.

Pour le président de la Heritage Language Association of British Columbia, M. Ken Hegler, la décision du gouvernement sera bien accueillie dans cette province où déjà 25 000 personnes étudient l'une ou l'autre des 30 langues ancestrales. D'ailleurs, il rappelle que certaines écoles de Vancouver comptent présentement 70 p. 100 d'étudiants qui sont fils ou filles d'immigrants. À lui seul, un centre communautaire de cette ville

accueille chaque samedi pas moins de 1 500 personnes qui apprennent une langue patrimoniale.

Selon M. Hegler, un tel engouement ne peut que favoriser une intégration harmonieuse « parce que les jeunes deviennent fiers de leurs origines, fiers d'eux-mêmes et sentent que non seulement le Canada peut leur apporter beaucoup, mais que leur langue et leur culture constituent également une richesse pour le pays d'accueil ».

Une entreprise de location de roulottes de Vancouver peut en témoigner. Elle a pu attirer chez elle de nombreux touristes allemands après avoir embauché des étudiants à qui M. Hegler lui-même avait enseigné cette langue. « Dans le nouveau monde dans lequel nous vivons, parler une deuxième, une troisième ou même une quatrième langue, ne peut être que bénéfique à tous les points de vue », signale M. Hegler. ■

La nouvelle réalité linguistique du Québec

Hal Winter*

Depuis 1977, l'immigration est devenue une variable de première importance dans l'évolution linguistique du Québec. Et si les règles actuelles se maintiennent pour les quinze prochaines années, le visage de la société québécoise se sera transformé en seulement trois décennies.

Il reste cependant à déterminer si ce changement radical, opéré par la *Charte de la langue française* de 1977, sera conforme aux visées à long terme du législateur. S'il peut aller dans le sens des objectifs démographiques de la province d'orienter les enfants d'immigrants vers les écoles françaises, de nombreux observateurs affirment aujourd'hui qu'on ne peut tout mesurer en termes de chiffres.

Pour traduire ce développement statistique en de solides acquis linguistiques, il faut à tout prix que le processus s'accompagne d'un sentiment de plaisir et d'enthousiasme à l'idée de participer à l'aventure francophone en Amérique du Nord. Et dans le climat actuel du Québec, cette exigence fait de l'intégration des immigrants une question aussi complexe que délicate.

Des anglophones honoraires ?

Les antécédents du Québec en matière d'immigration fournissent une perspective

sur le dilemme actuel. Jusqu'à tout récemment, les immigrants d'origine autre que francophone étaient concentrés dans la région de Montréal, où ils se regroupaient en communautés et possédaient leurs propres institutions. Mais ils vivaient et travaillaient en anglais et leurs enfants fréquentaient l'école anglaise. Ils étaient automatiquement considérés par les francophones comme des anglophones.

Cette situation semblait faire l'affaire de tous. Les immigrants se considéraient comme faisant partie de la vaste majorité linguistique de l'Amérique du Nord, tandis que les francophones savaient qui étaient qui. Le moindre accent trahissait l'étranger. La coexistence était un art, chaque solitude évitant soigneusement d'empiéter sur les plates-bandes de l'autre.

Cependant, avec la baisse de la population du Québec par rapport à celle du Canada, passée du tiers au quart, il devint essentiel de renflouer les ressources humaines de la province. Mais pour assurer la survie de la langue, tout nouvel arrivant devait être, ou devenir, francophone.

La loi 101

Après quelques tergiversations, le Québec se fixa en matière de législation linguistique et adopta la loi 101. Celle-ci prévoyait que la plupart des immigrants travaillent en français et que pratiquement tous leurs enfants fréquentent l'école française. Les mesures visant à faciliter leur intégration comprennent des cours de langue et d'orientation, ainsi que des dispositions spéciales à l'intention des étudiants.

À première vue, les résultats ont été dramatiques. Autrefois composée d'une variété d'îlots anglophones dispersés sur un territoire majoritairement francophone, Montréal a aujourd'hui une voix francophone, avec des accents qui témoignent des diverses origines de ses citoyens. Près de la moitié des étudiants du réseau scolaire français sont d'ailleurs issus de

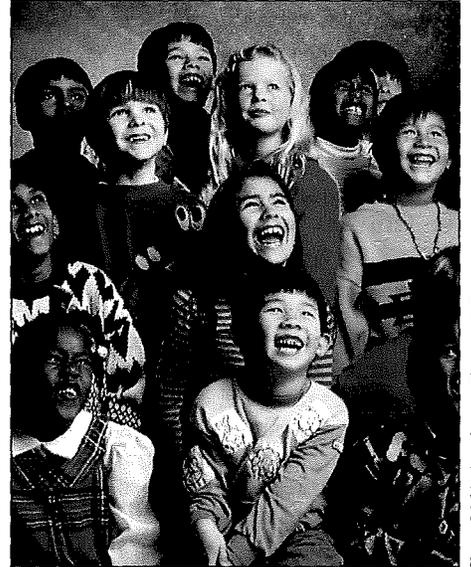


Photo : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada

familles immigrantes, ce qui a entraîné la fermeture de nombreuses écoles du réseau anglais, actuellement dans une situation difficile.

Plusieurs observateurs s'inquiètent pour l'avenir, craignant que ces tours de passe-passe démographique ne se révèlent inefficaces. À elle seule, la capacité de communiquer en français ne peut assurer la survie et l'essor d'une culture.

Un idéal à cultiver

Compte tenu de la place particulière qu'occupe le Québec sur ce continent, sa survie comporte en effet un enjeu beaucoup plus fondamental. Si, comme les Québécois francophones le souhaitent, l'immigration peut contribuer à la survie du français, il faut pour ce faire que les nouveaux arrivants partagent certains des objectifs culturels de leur société d'accueil. Et il faut faire preuve de patience car un grand nombre d'immigrants ont, très souvent, fui leur patrie en raison de difficultés économiques ou politiques.

On doit aussi offrir aux immigrants une image claire de la société à laquelle on leur demande de s'intégrer. Or, dans la foulée du débat sur son appartenance au Canada, le Québec n'a pas encore dégagé un consensus clair sur ce qu'il est en tant

* Hal Winter est un journaliste-pigiste.

que société d'expression française. L'immigrant de fraîche date se demande par exemple s'il sera plus facilement accepté s'il parle le français de la rue plutôt que de s'astreindre à maîtriser un français de qualité internationale.

Les groupes immigrants se demandent aussi s'ils doivent, pour s'intégrer, abandonner leurs idéaux politiques en plus de leur héritage culturel. Julio Herrera avance dans *LaVoz*, un journal montréalais publié en espagnol, que le Canada continue d'appuyer tacitement certains régimes dictatoriaux d'Amérique latine, bien qu'il accueille des réfugiés qui, précisément, fuient ces contrées du Tiers-Monde.

Les leaders politiques québécois commencent à reconnaître l'urgence d'offrir aux nouveaux arrivants un idéal qui transcende leur propre quête de sécurité économique et, pour le Québec, la nécessité d'assurer la survie du français. Monsieur Bernard Landry, vice-président du Parti québécois, affirme : « Nous devons faire comprendre que le Québec doit demeurer un territoire français tout en accordant aux personnes de toutes origines la possibilité d'y vivre librement et d'exprimer leur propre culture. Nous avons besoin de la participation de tous pour construire une nouvelle société. Une société à échelle humaine où chaque citoyen peut prendre part aux décisions qui le concernent. Au jour de l'inauguration de ce Québec nouveau, toutes les personnes qui y vivent feront pleinement partie du peuple fondateur. »

Voilà qui est fort bien, admet Aimé Gagné, observateur de longue date de la situation du Québec et ex-membre de la Commission Gendron sur la langue, mais il faut faire plus pour rassurer les francophones. « Trop peu d'efforts ont été faits pour expliquer au Québécois moyen que son mode de vie n'est pas menacé par l'immigration. Il doit sentir que les immigrants travailleront à ses côtés, sans prendre sa place. »

Monsieur Gagné, qui siège au Conseil de la langue française, organisme responsable de l'application de la loi 101, croit que « l'intégration se fait mieux qu'auparavant [...] mais il reste énormément de chemin à parcourir ».

Le gouvernement du Québec fait de son mieux. Le secteur de l'immigration

bénéficie désormais d'une aide financière accrue, tandis que le ministère des Communautés culturelles s'efforce de réconcilier intégration et maintien de l'identité culturelle. Mais avec la pléthore de sentiments d'identité qui s'affirment présentement, il devra trimer dur pour y parvenir.

Dans une taverne de l'est de Montréal, on trouve encore une immense photo des Alouettes, l'ancienne équipe de football, qui alimentait à l'époque les échanges entre habitués. La clientèle était majoritairement composée de francophones, auxquels se



joignaient une poignée d'Irlandais, d'Écossais et d'autres immigrants traditionnels. Tout le monde connaissait le jeu.

Aujourd'hui, sous la même photo, une affiche colorée annonce la tenue d'un festival de films créoles et africains. Atablés, un Haïtien et un Européen discutent en français de politique dans une atmosphère amicale. La scène est radicalement différente de ce qu'elle était il y a trois générations. C'est là un bel exemple de la nouvelle réalité du Québec. ■

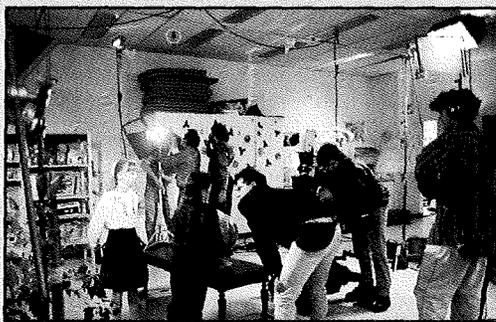
(Traduit de l'anglais)

J'aime ceux qui m'aiment

Une entreprise de l'Outaouais québécois, la Laiterie Château, commandite une campagne bilingue de sensibilisation de la population à la cause de l'intégration des immigrants. Avec l'appui des stations de télévision CHOT-TV (en français) et CJOH-TV (en anglais) qui ont répondu favorablement à son invitation, la Laiterie Château s'associe aux organismes Accueil-Parrainage Outaouais et Ottawa-Carleton Immigrant Services pour sensibiliser la population de l'Outaouais à l'importance des activités d'accueil et de parrainage visant à faciliter les contacts entre les nouveaux arrivants et la population établie.

Entre mars 1992 et mars 1993, un message est diffusé à la télévision. Le même texte est également publié en version française et anglaise sur plus de quatre millions de contenants de lait. Le message est le suivant :

« De nouveaux concitoyens nous arrivent de tous les coins du monde. Ils viennent enrichir notre pays sur les plans économique et culturel. Ils ont de l'amitié à offrir. Accueil-Parrainage Outaouais les met en contact avec vous. J'aime ceux qui m'aiment. »



Sonia Beaudry et Alexandre Dimanche écoutent attentivement Frédéric Desjardins, le réalisateur du message télévisé de la Laiterie Château.

Dans la version anglaise, l'organisme Ottawa-Carleton Immigrant Services parraine la campagne, et le slogan "You're my best friend" est associé au nom du commanditaire.

Avec le lancement de cette campagne, la Laiterie Château s'attire déjà la sympathie de la population locale. La laiterie est heureuse de participer à mieux faire connaître le phénomène de l'immigration auprès de la population francophone et anglophone de l'Outaouais. ■

Canadian Link

Canada's Multicultural Journal

et la compréhension entre les cultures

GAIL HELGASON

Lorsque Gurcharan Singh Bhatia, venant du Cachemire, est arrivé à Winnipeg en 1964, son turban a attiré les regards des habitants d'une ville où il y avait peu de Sikhs, sinon aucun.

« Le jour même de mon arrivée, je me suis donné pour tâche de favoriser la compréhension entre les différentes cultures », se rappelle M. Bhatia qui, très vite, est allé raconter son histoire aux écoles religieuses du dimanche (« Sunday Schools »), à des associations sans but lucratif et à d'autres assemblées.

Aujourd'hui membre de la Commission canadienne des droits de la personne, M. Bhatia est plus que jamais déterminé à faire des différences raciales le tremplin de la compréhension entre les cultures et les langues. La plus importante de ses réalisations est peut-être *Canadian Link*, un journal de 24 pages édité à Edmonton, qui paraît 10 fois par an et qui a pour objectif de « créer un pont entre les cultures et les communautés ».

Monsieur Bhatia affirme « qu'aucune autre publication au Canada n'a pour but exclusif d'amener les Canadiens à comprendre combien le multiculturalisme peut enrichir nos vies, actuelles et futures. »

Les récents numéros du journal ont abordé des problèmes tels que la difficulté de maintenir son identité ethnique au sein de la société canadienne et les répercussions du Marché commun européen sur l'économie du Canada. Une information pragmatique y est donnée sur les tendances, les conférences et les rencontres susceptibles d'intéresser les immigrants canadiens. Chaque numéro est imprimé à 10 000 exem-

plaires, à l'intention d'un lectorat divers comprenant aussi bien des représentants d'une centaine de groupes culturels que des représentants politiques du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux ainsi que des associations sans but lucratif.

L'idée de *Canadian Link* a germé lors d'une réunion d'organisations culturelles, tenue à Edmonton il y a dix ans, où M. Bhatia a suggéré de créer une publication qui parlerait des problèmes auxquels font face les immigrants.



Gurcharan Singh Bhatia

« On m'a rétorqué qu'il était impossible de créer ce genre de journal, sourit M. Bhatia, avant de me dire de le faire moi-même. »

La publication, appelée *Alberta Link*, se destinait d'abord aux immigrants de l'Alberta originaires de l'Asie du Sud-Est. Son audience s'est vite élargie. En 1985, elle a vu son nom changer en *Prairie Link* et sa distribution s'étendre à la Saskatchewan et au Manitoba. En

1989, elle est devenue nationale.

« Nous avons découvert que les problèmes de langue et d'installation qu'éprouvaient les immigrants venant de l'Asie du Sud-Est ressemblaient beaucoup à ceux des immigrants originaires d'autres pays », explique M. Bhatia.

Expert-comptable de profession, M. Bhatia admet qu'il connaissait peu de choses au journalisme. Mais nécessité fait loi, et il est vite devenu un habile éditeur, rédacteur et président du comité de rédaction. Aujourd'hui, *Canadian Link* est publié par une association à but non lucratif, la Multicultural Communications Foundation (MCF), dont M. Bhatia est membre du conseil d'administration.

Le but reste le même : promouvoir la compréhension inter-culturelle. D'après M. Bhatia, le signe distinctif du Canada idéal de demain sera la tolérance culturelle et linguistique. Le fondement de cette noble aspiration se trouve dans le mouvement international pour les droits de la personne dans lequel *Canadian Link* s'inscrit.

Compte tenu du développement de la mobilité internationale, M. Bhatia croit qu'il faut plus que jamais promouvoir la tolérance et l'égalité entre les différentes cultures. Pour lui, l'un des principaux obstacles à cette égalité réside dans l'idée d'« intérêt national ».

Monsieur Bhatia soutient que l'unité nationale doit se fonder sur une réelle égalité. « Plus vite cela sera reconnu, plus vite nous pourrons nous attaquer concrètement aux obstacles qui s'opposent à l'égalité et à la justice. »

Il affirme que le travail doit commencer dans les écoles qui ne font pas

assez pour éliminer les stéréotypes racistes. « Nous devons apprendre à nous respecter et à nous accepter mutuellement. Ceci ne pourra venir que si l'on comprend le mouvement en faveur des droits de la personne. »

Si l'éducation est le premier but, la reconnaissance des précieuses ressources ethniques du Canada forme le second. Des Chinois qui ont construit les premiers chemins de fer aux fermiers ukrainiens des provinces de la Prairie, chaque communauté ethnique a apporté quelque chose de précieux.

Ceci est particulièrement vrai sur le plan des compétences linguistiques. Savoir parler plus d'une langue deviendra de plus en plus important si le Canada veut être compétitif sur le marché mondial. Une entreprise américaine, par exemple, a récemment obtenu des contrats en Tchécoslovaquie et en Pologne parce qu'elle comptait dans ses rangs des personnes qui parlaient les langues en question. « Nous avons de la chance à cet égard puisque nous pouvons puiser dans presque 100 cultures, dit M. Bhatia, il nous suffit d'utiliser nos ressources humaines. »

Sa vision du Canada comme foyer de tolérance culturelle et linguistique s'accorde avec le bilinguisme officiel. Monsieur Bhatia reconnaît d'ailleurs que ce dernier a contribué à démontrer la valeur de la diversité linguistique.

« Nous devons promouvoir le bilinguisme », dit-il, ajoutant qu'il faut peut-être effectuer une certaine rationalisation des programmes. Ceux qui s'opposent au bilinguisme, pense M. Bhatia, s'opposent souvent plus aux coûts qu'à l'idée de bilinguisme elle-même.

Comment voit-il l'avenir du Canada ? « Je vois un véritable avenir pour le bilinguisme. Les gens acceptent petit à petit le fait que pour progresser, on doit comprendre plusieurs langues et plusieurs cultures. » ■

(Traduit de l'anglais)

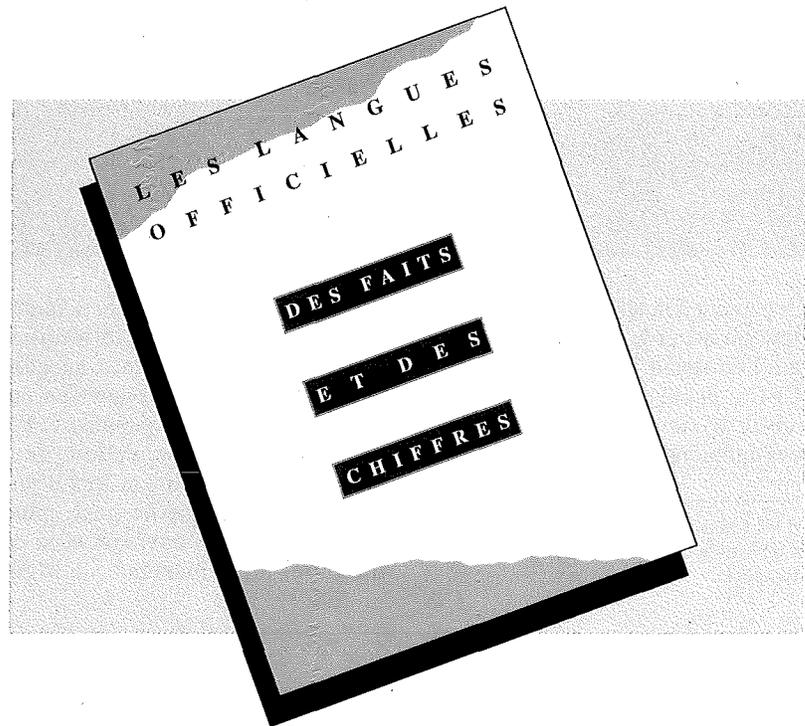
• POURQUOI AVONS-NOUS DEUX LANGUES OFFICIELLES ?

• QUEL EN EST LE COÛT ?

• QUI EST TOUCHÉ PAR LA LOI ?

• Y A-T-IL DES SERVICES OFFERTS AUX COMMUNAUTÉS DE LANGUE OFFICIELLE EN MILIEU MINORITAIRE ?

• QUELLES SONT LES RÉALISATIONS DÉCOULANT DE CETTE POLITIQUE ?



DES FAITS INCONTOURNABLES ...

DES FAITS ET DES CHIFFRES est une publication offrant des réponses simples aux questions les plus fréquemment posées au sujet des langues officielles du Canada.

Si vous désirez obtenir un exemplaire de cette publication, écrivez-nous à la division B-39, Direction des communications, 110, rue O'Connor, Ottawa, Canada K1A 0T8 ou faites-nous parvenir votre demande par télécopieur, au (613) 995-0729.

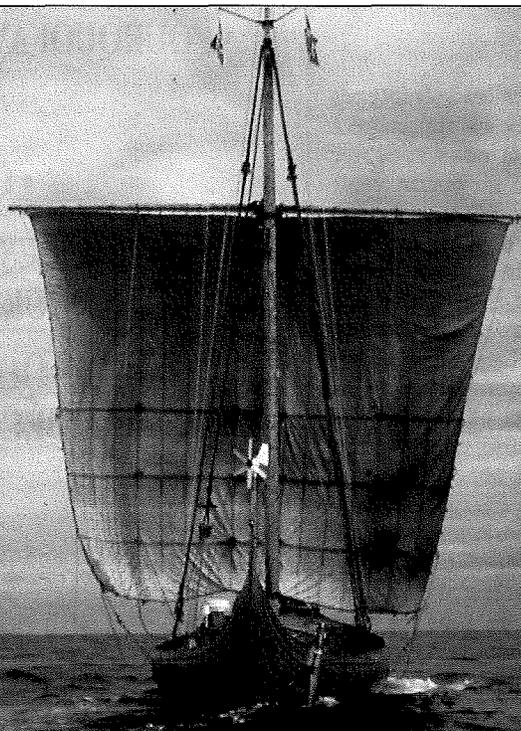
Le Commissariat aux langues officielles

Exprimez-vous !

D'où venez-vous exactement?

Une réflexion sur le 125^e anniversaire du CANADA

EDWARD W. LAINE*



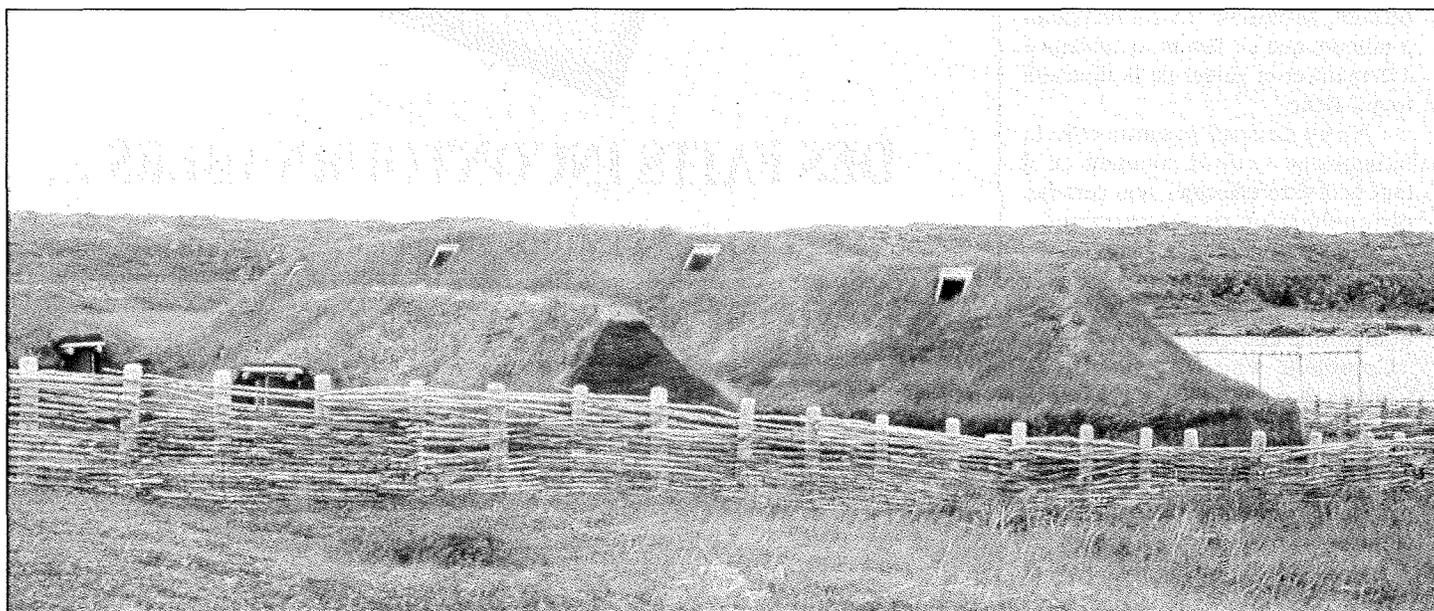
En regardant à la télévision une interview qu'accordait récemment Joy Kogawa à l'émission *The Journal*, sur le réseau CBC, j'ai été une fois de plus rappelé à cette triste réalité que trop de Canadiens ignorent toujours, après vingt

ans de multiculturalisme, à quel point notre société est pluriethnique. J'ai surtout été frappé par une anecdote sur l'expérience de M^{me} Kogawa en tant que Canadienne d'origine japonaise. Poète et auteure bien connue, celle-ci racontait qu'il arrive très souvent lors d'une première rencontre que les gens, plutôt que de commenter ses ouvrages et sa carrière littéraire, lui demandent : « Mais d'où

venez-vous exactement ? » Je comprends tout à fait son étonnement. Mes amis et moi nous faisons régulièrement poser la même question à Montréal, au milieu des années 1950, lorsque nous osions parler le finnois en public ou prononcions nos noms à la finlandaise.

L'origine d'une personne soulève nécessairement la perplexité de son interlocuteur dès que celui-ci ne reconnaît pas

* Edward W. Laine est un historien ethno-culturel au Musée canadien des civilisations à Hull (Québec).



L'Anse-aux-Meadows (Terre-Neuve)

Photo : Musée canadien des civilisations

chez elle les caractéristiques physiques ou culturelles du Canadien stéréotypé. Quiconque montre une forme des yeux différente, a un teint plus mat ou s'exprime imparfaitement dans l'une ou l'autre des langues officielles du pays est aussitôt qualifié d'étranger. Pourtant, on sait depuis le recensement de 1986 que plus du tiers des Canadiens sont d'origine autre que britannique, française et autochtone, et il est devenu malavisé, sinon présomptueux, de prétendre que les gens dont les caractéristiques s'éloignent un tant soit peu de celles des « peuples fondateurs » sont moins « canadiens » que les autres. L'histoire de ce pays repose sur une diversité ethnique et culturelle beaucoup plus grande que ce qui est communément admis.

Par exemple, des recherches archéologiques ont confirmé que, bien avant la soi-disant découverte de l'Amérique par les Européens, le Canada était habité par une grande variété de peuples autochtones qui avaient chacun leurs coutumes, leur langue et leur culture. Celles-ci différaient entre elles aussi nettement que les Français ou les Anglais se distinguent des Russes ou des Grecs. Qui plus est, ce ne furent ni les Français ni les Anglais qui, parmi les Européens, foulèrent les premiers le sol de l'Amérique du Nord. Cet honneur revint aux marins norrois originaires de Scandinavie. Pendant de nombreuses années après leur premier débarquement sur les côtes canadiennes, vers l'an mil, ils ont maintenu leur présence en établissant des colonies de peuplement comme celle découverte à L'Anse-aux-Meadows, à Terre-Neuve.

Au XVI^e siècle, des pêcheurs et baleiniers basques, normands et bretons

commencèrent à s'aventurer de plus en plus loin dans l'Atlantique Nord, jusqu'à rejoindre les eaux canadiennes. Ils établirent même des ports de pêche saisonnière et de pêche à la baleine sur les côtes de Terre-Neuve et du Labrador. À peu près à la même époque, les ambitions dynastiques des souverains de France et d'Angleterre les poussèrent à créer des empires coloniaux dans cette *terra incognita* d'outre-mer. Leurs visées sur le Nouveau Monde se concrétisèrent grâce au sang, au savoir-faire et à la technologie de marins expérimentés recrutés dans toute l'Europe. Ainsi Jean Cabot, l'un des plus célèbres étrangers mandatés par la couronne britannique, était en fait un Italien du nom de Giovanni Caboto.

Les colonies que fondèrent par la suite en Amérique du Nord les Français et les Anglais n'ont jamais été ni totalement unilingues ni de culture unique. Cela ne s'explique pas seulement par la présence des Amérindiens. La population de la Nouvelle-France, par exemple, comptait aussi quelques Noirs, Anglais, Écossais, Portugais, Espagnols, Suisses et Italiens dont un grand nombre s'unirent à des conjoints de la majorité française. Les colonies britanniques plus au sud se mixèrent encore davantage avec l'intégration des colonies de New Amsterdam et de New Sweden, qui fit passer dans le giron britannique de nom-

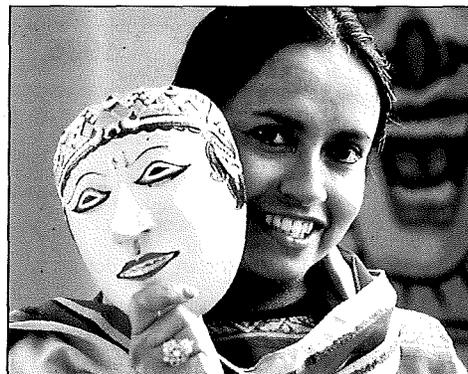
breux colons hollandais, suédois et finnois qui s'étaient établis là. Ce phénomène, de même que l'usage par l'Angleterre de mercenaires allemands dans les colonies, fit en sorte qu'après la guerre de l'Indépendance, le soi-disant afflux de Loyalistes dans les Maritimes et le Haut-Canada incluait en réalité de nombreux colons d'origine autre que britannique.

Au XIX^e siècle, les immigrants continuèrent d'affluer en provenance des îles britanniques et du Continent. Mais à partir du milieu des années 1850, le phénomène de l'émigration prend de plus en plus d'ampleur. Avec les développements en matière de transport et de communication, et à mesure que s'étend



Photo : Gouvernement du Canada

l'empire britannique, de nouveaux immigrants arrivent de la Chine, du Japon et du sous-continent indien. Mais il faut attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que le Canada accorde aux habitants de l'extérieur de l'Europe la permission d'entrer librement au pays.



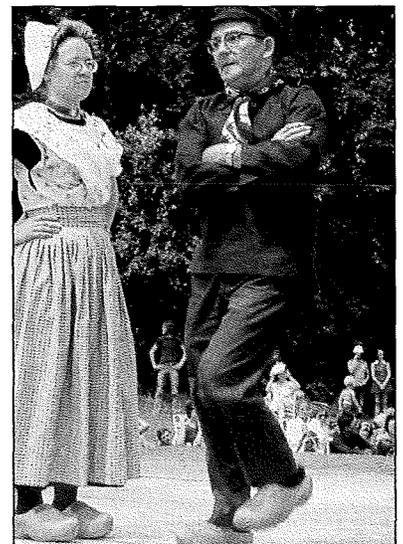
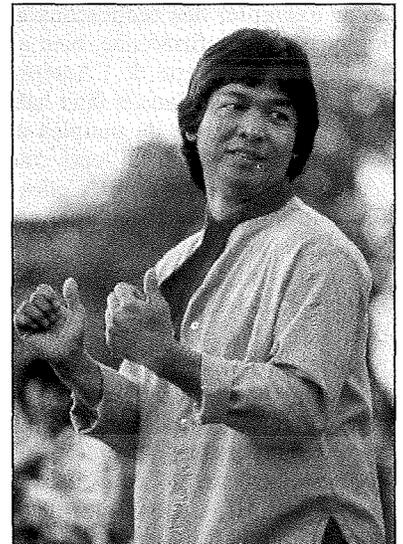
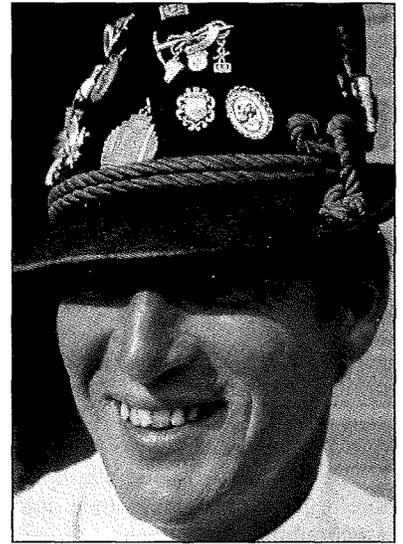
Photos : Multiculturalisme et Citoyenneté Canada



De nos jours, les pays en développement fournissent chaque année un contingent appréciable de nouveaux immigrants. Par conséquent, il est désormais impossible de s'accrocher au mythe d'un Canada dont les habitants sont tous d'origine européenne, et moins encore exclusivement française et britannique.

Le cœur du débat en cours dans ce pays consiste beaucoup moins à déterminer d'où nous venons que vers où nous allons. La chance du Canada est précisément d'avoir su attirer, par vagues successives, des immigrants des quatre coins du monde qui ont travaillé sa terre et ses eaux, peuplé ses régions éloignées et enrichi son tissu social de nouvelles cultures. Sans l'apport d'une immigration soutenue, ce pays aurait été privé des habitants robustes et déterminés qui lui ont permis de tirer profit des nombreux bienfaits dont la nature l'a doté. En ce 125^e anniversaire de la Confédération, chaque citoyen devrait être fier de ce que ses ancêtres ont accompli et reconnaissant à leur égard pour tout ce dont nous bénéficions aujourd'hui. ■

(Traduit de l'anglais)



UNE IMMIGRATION DE PLUS EN PLUS DIVERSIFIÉE

1956		1966	
Royaume-Uni	50 390	Royaume-Uni	63 291
Italie	27 739	Italie	31 625
Allemagne	26 061	États-Unis	17 514
États-Unis	9 777	Allemagne	9 263
Pays-Bas	7 792	Portugal	7 930
Grèce	4 986	France	7 872
France	3 809	Grèce	7 174
Portugal	1 697	Pays-Bas	3 749
Chine	1 516	Hong-kong	3 710
Suisse	1 514	Suisse	2 982
Autres	29 576	Autres	39 633

1976		1986	
Royaume-Uni	21 548	États-Unis	7 275
États-Unis	17 315	Inde	6 940
Hong-kong	10 725	Viêt-nam	6 622
Jamaïque	7 282	Hong-kong	5 893
Liban	7 161	Pologne	5 231
Inde	6 733	Royaume-Uni	5 088
Philippines	5 939	Jamaïque	4 652
Portugal	5 344	Philippines	4 102
Italie	4 530	Guyane	3 905
Guyane	3 430	San Salvador	3 167
Autres	59 422	Autres	46 344

Source : Secrétariat de l'Étude démographique, Santé et Bien-être social Canada, 1989.

LA DIMENSION ETHNIQUE DANS LE DOMAINE DES ARTS

ROBERT B. KLYMASZ*

C'est un fait largement reconnu que la dimension ethnique joue un rôle déterminant dans notre vie quotidienne. L'écrivain Maara Lazechko Haas, de Winnipeg, a écrit à ce sujet :

Échapper à votre patrimoine ?

Jamais. Partout où vous allez, il vous accompagne; il partage votre couche. Vous pouvez vous brosser mille fois les dents, le souvenir reste vivant dans votre bouche. Mille fois, vous pouvez vous laver les mains, il est là il imprègne chaque pore de votre corps et de votre esprit.

Au Canada, un pays de tradition pluraliste, sensible à la question linguistique et dont le niveau d'alphabétisation est relativement élevé, la dimension ethnique trouve notamment son expression dans les différents domaines de la culture. La littérature et les arts visuels ont maintes fois témoigné de ce phénomène, directement ou de façon plus subtile, avec des résultats parfois exceptionnels. Prenons par exemple le tableau grandeur nature de Nataalka Husar, intitulé « Heritage Display ». Le spectateur ne peut manquer d'y remarquer, peinte tête en bas, une jeune fille en costume ukrainien. À l'évidence, elle éprouve quelque difficulté à préserver son identité en tant que représentante de la jeunesse de sa communauté.



Nataalka Husar,
Témoignage sur le patrimoine, 1985.

Toute tentative de définir ce qu'est la dimension ethnique se heurte à l'imprécision du concept, mais on admet généralement que celui-ci repose sur quelques éléments intangibles comme les racines, la tradition et l'héritage culturel. Un grand nombre de nos auteurs, de Gabrielle Roy à W.P. Kinsella, y font référence de diverses façons. Cependant, on commence à peine à explorer les possibilités que

recèlent les arts visuels lorsqu'il s'agit de traduire certaines préoccupations ethniques. Cela ajoute pourtant force et profondeur à l'expression littéraire de telles questions, favorisant de la sorte une meilleure compréhension des communautés intéressées.

En marge de ce processus on observe un phénomène à la fois complexe et riche de possibilités : l'abolition à travers le monde des vieilles frontières ethno-culturelles. Ce phénomène provoque en effet un rapprochement entre gens de divers horizons. Chaque fois qu'ils créent en s'inspirant de traditions qui, dans certains cas, leur sont étrangères, les artistes expriment ces bouleversements sociaux. Notre perception de l'art s'est aussi élargie à mesure que se rétrécissait la planète, si bien qu'on reconnaît désormais la valeur artistique d'œuvres produites aussi bien par des professionnels que des non-professionnels. Ainsi on convient de plus en plus du grand potentiel artistique des enfants ou des amateurs. ■

(Traduit de l'anglais)

* Robert B. Klymasz est conservateur au Centre canadien d'études sur la culture traditionnelle du Musée canadien des civilisations, à Hull (Québec).



MUSÉE CANADIEN CANADIAN MUSEUM
DES CIVILISATIONS OF CIVILIZATION

100, rue Laurier, Hull (Québec) J8X 4H2 (819) 776-7000

De nombreuses institutions canadiennes se consacrent à l'étude du phénomène culturel lié à la dimension ethnique.

Le MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS, par sa collection multiculturelle, ses travaux de recherche et ses expositions, est un des chefs de file en la matière. Un programme complémentaire très varié comprenant des conférences, des films et des concerts permet au public d'enrichir ses connaissances sur le sujet tout en se divertissant.

N'hésitez donc pas à y rendre visite !

BILINGUE OUI et pourquoi pas TRILINGUE ?

GILLES LAFRAMBOISE

Des milliers de Canadiens s'imposent un défi qui peut sembler parfois extraordinaire : ils retournent à l'école pour devenir non pas bilingues, mais bien trilingues.

Les Centres de langues Berlitz, que l'on trouve dans un certain nombre de pays et aussi d'un océan à l'autre au Canada, offrent des cours dans plusieurs dizaines de langues, même si une majorité de leurs étudiants canadiens opte pour l'une des deux langues officielles du pays. Interrogé sur les préférences des Canadiens, M. Sandro d'Addario, directeur général des Centres de langues Berlitz du Canada, précise tout de suite que les goûts varient beaucoup en fonction du groupe linguistique auquel appartient l'étudiant.



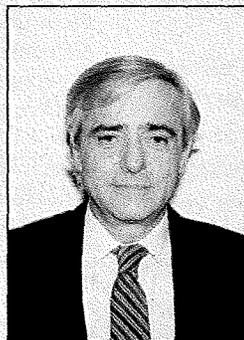
Au Québec, par exemple, on note un engouement pour l'espagnol qu'on ne trouve pas dans les autres régions du pays. Selon le directeur général de Berlitz Canada, « des liens plus étroits avec les pays de l'Amérique latine et la plus grande facilité qu'a un francophone à apprendre une langue latine expliqueraient cette particularité du marché québécois ». À Toronto, les étudiants choisissent souvent

l'italien, le polonais ou l'allemand, qui sont des langues parlées par d'importants segments de la population de l'Ontario, affirme M. d'Addario. Contrairement aux États-Unis, le japonais ne représente pas encore une part importante du marché de l'enseignement chez Berlitz.

La deuxième langue : un tremplin vers la troisième

S'il se fie à l'expérience de Berlitz, M. d'Addario croit que le bilinguisme constitue un atout très important quand vient le moment d'apprendre une troisième langue.

« Nous avons noté qu'un anglophone qui parle déjà français, aura plus de facilité qu'un anglophone unilingue à apprendre non seulement une autre langue latine, mais des langues très différentes comme l'arabe ou même le mandarin », souligne M. d'Addario. Comme l'étudiant bilingue est déjà sensibilisé à une autre réalité linguistique et culturelle, l'apprentissage d'une troisième langue s'en trouve



Sandro d'Addario

facilité du même coup et ce, même si la grammaire ou l'alphabet de la troisième langue ne ressemble en rien au français ou à l'anglais. « La fameuse barrière psychologique disparaît tout simplement après qu'on maîtrise une deuxième langue, d'où l'importance du bilinguisme », soutient le porte-parole de Berlitz.

Quels Canadiens apprennent une troisième langue chez Berlitz ?

Selon M. d'Addario, ce sont surtout les « entrepreneurs très fûtés qui comprennent l'importance d'investir dans une troisième langue ». Ils savent que cette langue peut leur ouvrir la porte de la nouvelle Europe ou du vaste marché mexicain. Aussi sont-ils prêts à suivre ou à offrir des cours de langue à leur personnel et à en absorber les coûts. Tout le monde y trouve son compte puisque l'employé voit ses compétences s'accroître sachant qu'il a en même temps économisé 10 000 ou 20 000 dollars en frais d'études. » ■